

Un regard historique (1870-1914) sur les mots et les choses de la « laïcité » en Europe de l'Ouest

Henri BESSE

ENS de Lyon

hebesse@laposte.net

CC-BY-SA

Résumé

Il s'agit d'étudier la manière dont la notion moderne de « laïcité », qui tend à dissocier la société civile du religieux, s'est inscrite, entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles, dans un lexique antérieur, d'origine ecclésiastique, où la société civile était soumise au religieux. Cette étude porte essentiellement sur le français, mais aborde aussi quatre autres langues européennes (anglais, allemand, espagnol et italien), en s'appuyant sur des dictionnaires (monolingues et bilingues) ou des encyclopédies datant de cette période ou actuels, ainsi que sur quelques ouvrages relatifs à l'histoire de cette notion. Observation d'ordre métalinguistique sur les représentations véhiculées par les mots de la « laïcité », non dissociables des choses qu'ils servent à dénommer dans l'histoire, politique et culturelle, des États où sont pratiquées nativement ces cinq langues.

Mots clés : laïcité, sécularisation, (anti)cléricalisme, neutralité (scolaire), morale.

Abstract

The present paper studies the way the modern notion of 'laïcité', which is aimed at dissociating religion and civil society, became expressed, between the end of the 19th century and the turn of the 20th, in a vocabulary dating back to an age when civil society was subordinated to religion. Primarily based on French, the study also takes into account four other European languages (English and German, Italian and Spanish) drawing on material borrowed from monolingual and/or bilingual encyclopedias and dictionaries, both contemporary and published during the period under review, as well as from a number of publications relative to the topic.

Of a metalinguistic nature, this study focuses on the representations conveyed by *laïcité*'s words, words which cannot be dissociated from the facts they designate in the cultural and political history of the states where those five languages are used by native speakers.

Keywords: undenominational schools (secularism), secularization, (anti)clericalism, (educational) neutrality, school ethics.

DIFFICILE de raisonner, en français ou dans une autre langue, sur la notion de laïcité¹, particulièrement d'un point de vue historique, sans tenir compte du réseau terminologique, plus ou moins propre à chaque langue, qui permet de la formuler dans les discours. Certes, ce réseau n'est pas seul à déterminer la conception qu'on se fait de cette notion mais il en conditionne fortement l'expression², et partant joue un rôle dans la perception des choses qu'il dénomme.

En français actuel, les mots constitutifs du réseau lexical servant à formuler cette notion dérivent essentiellement de deux adjectifs : *laïque* (tels *laïcité*, *laïcisation*, *laïciser*, *laïcisme*...) et, à un moindre titre, *séculier* (tels *séculariser*, *sécularisation*...). Adjectifs que la tradition grammaticale dit qualificatifs parce qu'ils servent à qualifier, de manière objective ou subjective³, les noms dont ils sont des épithètes ou des attributs. Les noms et verbes dérivés de ces adjectifs n'échappent pas à cette ambiguïté qualificative, servant à nommer un réel existant ou à le juger en bien ou en mal. Ce qui est frappant dans le lexique français de la laïcité, c'est que si les adjectifs *laïque* (ou *laïc*) et *séculier*, calques du latin ecclésiastique (*laicus*, *saecularis*), apparaissent en français dès l'époque médiévale, leurs dérivés nominaux ou verbaux n'y sont pas ou peu attestés avant 1870. Autrement dit, ces dérivés (dont *laïcité*) relèvent d'une histoire,

¹ Plusieurs centaines d'ouvrages, articles ou contributions, pour s'en tenir à ceux parus en français durant ces vingt dernières années, en ont traité.

² Émile Poulat (1920-2014), historien du catholicisme et de ses conflits avec la laïcité moderne, note à ce propos que « le premier piège est [...] la langue » (article **Laïcité** 257 de *l'Encyclopaedia Universalis*, ci-après EU 2002).

³ Certains de ces adjectifs épithètes sont descriptifs quand ils sont après le nom (*un homme grand*) et appréciatifs quand ils sont avant (*un grand homme*).

d'un monde de choses tout autre que les adjectifs dont ils ont été dérivés. C'est ce *double ancrage historique* de la notion de laïcité que nous allons d'abord tenter de préciser, telle du moins qu'elle est communément formulée dans trois langues latines et deux langues germaniques de l'Ouest européen.

Nous nous appuierons surtout sur des dictionnaires ou des encyclopédies parus entre 1870 et nos jours, un corpus qui vise à recenser et définir les mots de cette laïcité pour en *normaliser* – au deux sens de ce terme : « ce qui doit être » et/ou « ce qui est le plus fréquent » – leurs usages et en codifier leurs sens. S'en trouvent donc exclus certains mots ou emplois jugés peu répandus ou par trop déviants, mais qui ont pu néanmoins contribuer au façonnage de la notion de laïcité. Il s'agit donc d'une réflexion, d'ordre métalinguistique, sur les représentations normées et véhiculées par ces ouvrages d'origine plus ou moins savante, représentations indissociables de choses infiniment plus labiles et complexes que les mots par lesquels on les dénomme⁴.

1. De la laïcité dans les mots et les choses exprimés en français

Qu'entend-t-on par *laïcité*, dérivé moderne de *laïque*, dans deux dictionnaires de mots qui font, actuellement, référence en France et qui définissent ce que nous appelons la laïcité moderne ?

1.1. Le mot laïcité dans *Le Nouveau Petit Robert* et dans le *Trésor de la Langue Française*

Le NPR (2003) date *laïcité* de 1871 en lui conférant deux acceptions :

1. Caractère laïque. 2. Principe de séparation de la société civile et la société religieuse, l'État n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Églises aucun pouvoir politique. *la laïcité, c'est-à-dire l'État neutre entre les religions* (Renan).

⁴ Je tiens à remercier Gisèle Kahn et Manuel Tost pour la lecture critique qu'ils m'ont faite d'une première version de cet article, lecture qui m'a conduit à la remanier assez profondément.

Le *TLFi*⁵ date aussi ce mot de 1871 mais précise sa source (*La Patrie*, 11 nov. Dans Littré *Suppl.*) et lui donne deux acceptions mais un peu différentes :

1. Principe de séparation dans l'État de la société civile et la société religieuse. *La laïcité est un des grands principes sur lesquels repose, avec l'obligation et la gratuité, l'enseignement public français* (Pédag. 1972) [...]
2. Caractère des institutions, publiques ou privées, qui, selon ce principe, sont indépendantes du clergé et des Églises ; impartialité, neutralité de l'État à l'égard des Églises et de toute confession religieuse. *Laïcité de l'État, de l'école publique*. [...]

Ces deux dictionnaires s'accordent donc pour faire de la laïcité un *principe*, mot interprétable ici (d'après le *NPR*) comme « une règle d'action s'appuyant sur un jugement de valeur » (syn. *loi, norme, morale*). Il y est entendu comme une valeur de la vie sociale et politique d'un pays particulier, la France, valeur qui s'y est affirmée à un moment particulier de l'histoire de ce pays, après sa défaite face à la Prusse en 1870. La laïcité moderne est un principe qu'on dit, à juste titre, républicain⁶.

Alain Rey, dans son *Dictionnaire culturel de la langue française* (*DCLF*, 2005, 2309), en fait un « concept [...] de nature sociale et politique, non philosophique ». Et il est vrai que *laïcité* n'a pas droit à une entrée dans, par exemple, le *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* d'André Lalande⁷. Mais ce « concept » fondateur de la laïcité moderne n'est pas sans rappeler un propos évangélique⁸ beaucoup plus ancien, traduit généralement par : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu », propos qui, à notre connaissance, ne se retrouve ni dans l'Ancien Testament ni dans le Coran. Et si l'on sait, à peu près, ce qu'est « le clergé » dans la

⁵ Consultable librement en ligne à cette adresse.

⁶ On date, en général, la III^e République de la déchéance de l'Empire de Napoléon III, alors prisonnier des Prussiens, le 4 septembre 1870.

⁷ Édition consultée : Paris, PUF, 1972.

⁸ Dans Mt 22, 18-22 ; Mc 12, 15-17 ; Lc 20, 20-26. Propos respecté par l'Église chrétienne des premiers siècles, et qui ne le fut plus, non à partir de Constantin (274-337) comme on le lit souvent, mais à partir de Théodose (347-395) (voir Paul Veyne 2007).

tradition chrétienne catholique, qu'en est-il du « clergé » dans d'autres traditions religieuses (protestante, juive et musulmane) ? Se pose la question de savoir si ce « concept » de la laïcité moderne est généralisable à d'autres pays que celui au sein duquel il a d'abord émergé à un moment particulier de son histoire sociale et politique. En outre, ces deux définitions engagent *implicitement* (il n'y est question que de « l'État » et de ses « institutions ») ce qui, dans cette conception de la laïcité, distingue la vie publique de la vie privée, la citoyenneté de la religion, des distinctions dont on sait qu'elles sont loin d'être universellement partagées. De cette complexité, il résulte que nombre de francophones usent de *laïcité* et de *laïque* non selon ce qu'en disent les dictionnaires, mais selon des usages qui échappent à leurs définitions. Un seul exemple. On use couramment de *laïque* pour afficher des convictions partisans (on dit *je suis laïque* à la manière dont on dit *je suis socialiste* ou *libéral*), ce qui enfreint clairement la « neutralité » ou « l'impartialité » posées comme constitutives de la laïcité républicaine.

Une langue anticipe *souvent* sur l'évolution sociale et politique de la nation qui la parle (ainsi de *laïcité* dont le mot précède d'une dizaine d'années le début de sa mise en œuvre dans les choses en 1882⁹), mais une langue précède *toujours* cette évolution, dont elle constitue une sorte d'archéologie.

1.2. Retour sur l'histoire des adjectifs *laïque* (*laïc*) et *séculier* et leurs dérivés

Exemplaire du double ancrage historique dont nous venons de parler, l'adjectif *laïque* (ou *laïc* au masculin). Il entre en français en tant que calque du latin d'église *laicus* : « Dès le V^e-VI^e s., le mot lat. *laicus* [*sic*] bien que rare, s'emploie pour désigner dans l'Église celui qui n'est pas clerc, le membre ordinaire du peuple saint. » (DFC, 1968, entrée **Laïc ou Laïque**¹⁰) *Laicus* étant lui-même un calque du grec de la Septante (milieu III^e s. avant J.-C.-1^{er} s. après) dans laquelle

⁹ Par la loi Jules Ferry du 28 mars 1882 qui rend l'instruction primaire obligatoire et laïque dans les écoles publiques pour les enfants de 6 à 13 ans.

¹⁰ Pour faciliter la lecture, les entrées des dictionnaires et encyclopédies sont en gras.

laos, *laikos* désignent « le peuple, et le plus souvent, le peuple d'Israël, la foule des juifs », opposé à *klerôs*, *klêrikos* qui renvoient « aux prêtres et aux lévites » (*ibid.*). Et c'est en un sens voisin, mais lié à la « catholicité » ou « universalité » du Nouveau Testament, que *laïque*, ou *lai(e)*, est attesté dès le début du XIII^e siècle, au sens « chrétien baptisé mais non clerc ». Le mot est toutefois rare avant le XVI^e siècle, où il commence à prendre le sens, plus étendu et parfois péjoratif, de « commun du peuple », « non clerc, illettré », avant de signifier, « par extension, ce qui appartient au monde profane, à la vie civile (1690) » (*DHLF*, 1992).

Et ce n'est qu'à la fin du XIX^e et au XX^e siècle que, selon ce *DFC* et ce *DHLF*, *laïque* prend ses acceptions modernes. Le *DHLF* date de 1873 un sens jusqu'alors formulé tout autrement (on disait *athée*, *irreligieux* ou *libertin*¹¹) : « ce qui est indépendant de toute croyance religieuse », que le *TLFI* reformule ainsi : « Qui est indépendant vis-à-vis du clergé et de l'Église, et plus généralement de toute confession religieuse ». Sens nouveau de *laïque* que le *DHLF* fait suivre, peu après 1873, des sens qu'avait pris en 1870 *laïcité* : « conception politique et sociale impliquant la séparation de la religion et de la société civile » ; « caractère de ce qui est organisé selon ce principe », en particulier le « caractère laïc de l'enseignement » tel que formulé dans la loi du 28 mars 1882. Sémantisme dont ce même *DHLF* rappelle qu'il s'est développé « dans le contexte d'une lutte idéologique entre valeurs religieuses, traditionalistes, et valeurs républicaines (après 1848 et surtout après 1871) », contexte dans lequel apparaissent ses dérivés *laïciser*, *laïcisation* (daté de vers 1870), ainsi que les « peu utilisés » *laïcisateur*, *trice* (1913) ou *laïquement* (qu'on trouve chez Péguy mais qui « n'est pas usuel »). Ce que ne signale pas le *DHLF*¹², c'est que *laïque* a aussi pris, dans le monde ecclésiastique du XX^e siècle, un sens jusqu'alors inédit, dont on devine qu'il n'est pas sans rapport avec le sens que prend *laïque* vers 1873.

¹¹ Mots remontant au XVI^e siècle.

¹² Pas plus d'ailleurs que le *TLFI*.

Le *DFC* note (nous soulignons) : « Aujourd'hui, la tendance est d'appeler laïque non seulement celui qui n'est pas clerc mais aussi (*sens nouveau*) celui qui n'est pas religieux de vie commune traditionnelle ; ainsi les instituts séculiers se disent laïques, par distinction des instituts religieux », l'auteur ajoutant non sans *grano salis* : « A vrai dire, beaucoup voulant l'accaparer pour eux-mêmes, le mot laïque conserve ici une certaine souplesse de sens ». Jusqu'alors, c'était *séculier* (voir ci-après) qui l'emportait dans cet emploi. Quant à *laïcisme*, le *NPR* (2003) le définit comme la « doctrine qui tend à donner aux institutions un caractère non religieux », alors que ce même *DFC* – dans le cadre qui est le sien, celui des « mots » de la « foi chrétienne » – le définit comme un « mouvement agressif de défense et de promotion de la laïcité [...] état de ce qui est soustrait à la juridiction de l'Église, et est a-confessionnel ». Divergence qui se retrouve à propos de *laïcard*, absent tant du *NPR* que du *TLFI* et du *DFC*, mais qu'on trouve dans le *Grand Larousse Universel* 1995 : « **laïcard**, e, adj. et n. *Fam.*[ilier] et *péjor.*[atif]. Se dit des partisans de l'école laïque ». Comme quoi, les dictionnaires actuels du français n'échappent pas au contexte de lutte idéologique dans lequel ont fleuri ces nouveaux mots et sens.

Dans l'expression de la laïcité moderne, qu'elle soit perçue positivement ou négativement, *laïque* (et ses dérivés) l'emporte largement sur *séculier* (et ses dérivés), mais sans l'exclure. Dans l'Église catholique, *séculier* renvoie, depuis des siècles, aux religieux qui, *en son sein*, « n'ont pas fait de vœux monastiques », qui vivent donc « dans le siècle », tels les curés chargés d'une paroisse ou certains ordres « dont les membres continuent à vivre dans le monde, sans être astreints à la vie commune » (*DFC*, entrée **Siècle**). *Séculier* s'y oppose alors à *régulier* (le *clergé régulier* soumis à une règle monastique *vs.* *clergé séculier* vivant dans le « siècle »). Le substantif *sécularité*, rare mais ancien (XII^e siècle), conserve encore ce sens ecclésiastique (« état du prêtre séculier »), le *DFC* lui ajoutant un « sens moderne et dérivé, issu du vocabulaire anglo-saxon (*secular, secularity*) » renvoyant à une « théologie du profane ou des réalités terrestres, [...] un christianisme réduit à une action dans le monde en faveur des hommes ». Un autre dérivé substantif, *sécularisme*, y est

aussi défini comme un « terme du vocabulaire anglo-saxon [...] désignant le mouvement actuel de laïcisation ». Deux calques donc de « l'anglo-saxon », qu'on ne retrouve pas dans le *DHLF*, pour qui *séculier* a donné *séculariser* : « faire passer à l'état séculier (1586), spécialement en parlant d'un bien, d'une fonction », et *sécularisation* : « passage (d'un religieux) à la vie séculière (1587) », puis « passage (d'un bien ecclésiastique) dans le domaine de l'État (1743) ». Acceptions qui relèvent de la laïcité ancienne mais qui annoncent la moderne, ce mot étant, en 1875, « appliqué aux fonctions publiques », et au XX^e siècle, à « l'autorisation pour un religieux de porter l'habit séculier ». *Séculier* devient alors, qu'il soit adjectif ou nom, un quasi synonyme de *laïque* : le *TLFI*, par exemple, glose le premier par le second, en parlant d'une personne ou d'une chose. Il existe un relatif consensus, entre ces dictionnaires, pour donner à *séculariser* et *sécularisation* deux acceptions principales : une ancienne, plutôt cléricale¹³ : « faire passer (ou passage), pour une communauté religieuse ou un religieux, de l'état régulier à l'état séculier » ; une moderne, plutôt anticléricale¹⁴ : « faire passer (ou passage) d'un bien ecclésiastique dans le domaine de l'État ». Ce sens étant apparu à la suite de la « sécularisation des biens du clergé » sous la Révolution, en novembre 1789. Mais le *DFC*, qui qualifie cette seconde acception de « sens large », la caractérise ainsi : « disparition, imposée dans la plupart des cas par les circonstances politiques, des signes extérieurs de la vie religieuse [...], désaffection¹⁵, souvent violente, de choses sacrées, et utilisation de ces choses à des usages profanes (par ex. sécularisation des biens d'Église) ». Ce qui ne se retrouve ni dans le *DHLF* ni dans le *NPR* ni dans le *TLFI*.

C'est donc à juste titre que le *DHLF* (entrée **Laïque**) note que « les dérivés de *laïque* sont apparus ou ont pris leur(s) sens « moderne(s) » au tournant des XIX^e-XX^e siècles, « parallèlement à la création des vocables à valeur polémique *anticléric*, *anticléricisme* ». Et c'est, à notre avis, parce qu'il adopte un point de vue idéologique

¹³ Au sens ancien, antérieur au XIX^e siècle, « relatif au clergé ».

¹⁴ Au sens moderne de *cléric* (« qui a rapport au cléricisme ») et d'*anticléric* (« opposé au cléricisme »).

¹⁵ Nous reviendrons sur ce mot en conclusion.

relativement anticléricale que ce dictionnaire juge « paradoxale » l'expression *saint laïque*, utilisée par Louis Pasteur en 1882 à propos d'Émile Littré, alors récemment décédé¹⁶. Elle l'est effectivement si l'on raisonne en fonction du sens moderne de *laïque* ; elle ne l'est pas si l'on s'en tient à son sens ancien, du moins pas plus que les expressions *missionnaire laïque* chez Voltaire ou *pape laïque* chez Bossuet (voir ci-après). Ou encore, pas plus que *foi laïque* ou *religion laïque* chez ce contemporain de Littré et Pasteur qu'était Ferdinand Buisson : « Il n'est nullement paradoxal, pour Buisson, de parler de “foi laïque” et même de “religion laïque”. » (Vincent Peillon, 2010, 215).

1.3. La notion de laïcité dans les dictionnaires d'É. Littré et de F. Buisson

Un bref rappel de ce que deux dictionnaires disent de la laïcité moderne, dans les années mêmes où elle émerge, permet d'éclairer quelque peu les arcanes de l'histoire française de cette laïcité.

Littré, un greffier de la langue peu réceptif aux innovations lexicales

Le *Dictionnaire de la langue française* de Littré – bible des dictionnaires modernes du français – se borne à enregistrer, pour ce qui nous intéresse ici et dans ses deux premières éditions (1863-1872 ; 1873-1877), une certaine évolution de *laïque* dans l'ancien vocabulaire ecclésiastique :

1. Qui n'est ni ecclésiastique ni religieux. *Ainsi ce qu'on gagna dans la réforme, en rejetant le pape ecclésiastique, fut de se donner un pape laïque, et de mettre entre les mains des magistrats l'autorité des apôtres*, BOSS. Var. V, § 8. Fig. Nous sommes [Diderot et moi] des missionnaires laïques [...] VOLT. Lett. Catherine II, 1^{er} mars 1773.
2. Qui est propre aux personnes laïques. *Condition laïque. Mme de Warens imagina de me faire instruire au séminaire [...], il [l'évêque] permit que je restasse en habit laïque*].

¹⁶ Paradoxale parce que, d'après le DHLF, appliquée « à un homme (Littré) se distinguant par ses qualités morales exceptionnelles sans adhérer à aucune religion ».

Être « ni ecclésiastique ni religieux » n’y signifie donc pas encore qu’on est *laïque* au sens du *DHLF*, « indépendant de toute croyance religieuse », et « la condition laïque » se comprend encore chez Littré dans son contexte religieux traditionnel. Il n’en donne d’ailleurs qu’un seul dérivé, *laïcisme*, qui en relève aussi : « Nom d’une doctrine répandue au XVI^e siècle en Angleterre, qui reconnaît aux laïques le droit de gouverner l’Église ». Son dérivé *laïcité* n’y entrera qu’en 1886 dans son *Supplément* : « **Laïcité** : s. f. Caractère laïque ». Définition lapidaire qu’explicite une citation de *La Patrie* du 11 novembre 1871¹⁷ : *Au sujet de l’enseignement laïque (...) le Conseil [général de la Seine] a procédé au vote sur la proposition de la laïcité, qui a été repoussée.* Nous avons vu que la NPR (2003) reprend cette définition, et que le *TLFI* source ce mot en se référant à ce *Supplément*. Les dérivés *laïcisation* et *laïciser* (« Rendre laïque. Laïciser l’enseignement, une école, un hôpital, etc. ») n’y entreront que dans les rééditions postérieures à 1900¹⁸.

Quant à *séculier* et *sécularisation*, leurs sens ecclésiastiques traditionnels y sont aussi largement privilégiés, avec des précisions absentes de nos dictionnaires contemporains (à l’exclusion partielle du *DFC*, plus spécialisé). Signalons-en une seule à propos de *sécularisation*, où elle apparaît dans une sorte de codicille. Littré donne à ce mot deux sens (« 1^{re} Action de séculariser un religieux, une communauté religieuse ; 2^e Acte par lequel l’on fait passer dans le domaine séculier une principauté, un établissement ecclésiastique. »), avant d’ajouter, sans le numéroté : « Sécularisation des biens du clergé, leur transformation en biens nationaux sous la Révolution. » Indice qu’il s’agit encore pour lui d’un sens quelque peu néologique, mal établi dans la langue française. Il faudra attendre les éditions du XX^e siècle de son dictionnaire pour qu’il s’y trouve dûment explicité : « Acte par lequel on attribue au pouvoir civil ce qui était le privilège du clergé. *La sécularisation de l’enseignement* ».

¹⁷ La Commune de Paris avait voté peu de temps auparavant la séparation de l’Église (catholique) et de l’État.

¹⁸ Selon la dix-septième édition (1932) de l’*Abrégé du dictionnaire de É. Littré* par A. Beaujean [la première date de 1874], celle de 1900 ne les retenant pas encore.

Bref, pour Littré, tant *laïque* que *séculier* (et leurs dérivés respectifs) n'entrent dans le réseau terminologique français de la laïcité moderne que de manière marginale. Rappelons que son dessein a été, selon ce qu'il a écrit dans sa *Préface* à la première édition (par A. Beaujean) de l'*Abrégé* de son dictionnaire, de parvenir à une « classification des sens », en procédant « du sens simple et primitif pour arriver par les intermédiaires aux significations les plus éloignées et les plus métaphoriques ». En d'autres termes, les deux premières éditions du Littré n'autorisent guère, d'un point de vue lexical et sans périphrases explicatives, à parler de la laïcité moderne, en des années où, pourtant, l'on en débattait beaucoup en France et où Littré militait en sa faveur...

Un dictionnaire encyclopédique quelque peu anticlérical

Le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* de Buisson¹⁹ – dont les premiers articles sont parus en fascicules dès 1878, et dont Pierre Nora fera, un siècle plus tard, « un lieu de (la) mémoire » républicaine de la France – a connu deux éditions. Comparer la première (DP, 1882-1893) à la seconde (NDP, 1911) est plus révélateur que le Littré de l'évolution, entre ces dates, des mots et des choses concernant la laïcité moderne.

Dans la première, on trouve un sous-ensemble d'entrées qui traitent, de manière plus ou moins encyclopédique (nous allons revenir sur certaines), de cette laïcité²⁰. Mais, bien que les occurrences de *laïque* (adj. ou subst.) y soient nombreuses, ce mot ne dispose pas d'une entrée propre, pas plus d'ailleurs que *séculier*. La seconde édition, un quart de siècle plus tard, conserve l'entrée **Laïcité** qui débute, tout comme celle de la première, ainsi : « Ce mot est nouveau, et, quoique correctement formé, il n'est pas encore d'un usage généralisé. Cependant le néologisme est nécessaire, aucun autre terme ne permettant d'exprimer sans périphrase la même idée

¹⁹ Buisson (1841-1932) fut, de 1879 à 1896, directeur de l'enseignement primaire sous dix ministres et prix Nobel de la paix en 1927.

²⁰ En particulier, les entrées **Laïcité** et **Neutralité**, avec renvoi aux entrées **Morale**, **Confessionnelles** et **non confessionnelles** (Écoles), **Congrégations religieuses**, **Civilité**, **Civique** (Instruction)...

dans son ampleur ». Mais on y a ajouté une entrée **Laïque**, non signée et attribuable à Buisson lui-même²¹, qui débute par cette question : « Quelle est l'origine et la signification de ce mot *laïque*, d'où la génération contemporaine a tiré le néologisme *laïcité* ? » Faute de pouvoir en faire ici une analyse suivie, bornons-nous à trois remarques.

À propos du doublet populaire *lai* de *laïque*, il y est dit que les frères *lais* ou les sœurs *laies* « étaient des personnes qui, vivant dans l'enceinte d'une communauté monastique sans y avoir prononcé de vœux, y remplissaient des offices de domesticité ». Ce qui peut laisser entendre que, ne prononçant pas de vœux, ils y étaient réduits à la condition de domestiques. Le *Concise Oxford Dictionary* (entrée **Lay**) dit clairement le contraire : *lay brother, sister: person who has taken habit & vows of religious order, but is employed in manual labour & excused other duties*²². Littré précise d'ailleurs que « toute personne qui étudie pour entrer dans l'état ecclésiastique » est un *clerc*. Les frères et sœurs lai(es) étaient donc des clercs étudiant pour entrer dans cet état, mais tous n'y parvenant pas, certains y remplissaient « des offices de domesticité ».

Pour l'auteur de l'article **Laïque** du NDP, « le mot populaire [*lai*] reproduit plus exactement l'original latin [*laicus*] que ne le fait le mot savant [*laïque*] », point de vue qui donne le pas à l'oralité des langues, pratiquée par tous, sur leur écriture, apanage de quelques-uns. Il y a là un parti pris « populaire » qu'on retrouve dans les gloses étymologisantes de *laos/laikos* vs. *klerôs/klêrikos*. *Laos/laikos* auraient servi, « dans les premières communautés chrétiennes » quand s'y est

²¹ Les entrées non signées sont attribuables à « la direction du Dictionnaire », c'est-à-dire essentiellement à Buisson, qui en coordonna la réalisation, et à James Guillaume. Buisson lui rend hommage, dans le *Supplément* à la Première partie de l'édition de 1887-1888 (*Aux lecteurs* : 3099) : « J'ai un autre devoir de gratitude à remplir, c'est de reconnaître publiquement les inappréciables services dont le Dictionnaire est redevable au secrétaire de rédaction [...] M. J. Guillaume ». Leurs styles sont aisément identifiables, plus abondant et éloquent pour Buisson, plus sobre et factuel pour Guillaume.

²² London, Oxford University Press, 1966 : « personne qui a pris l'habit et prononcé les vœux d'un ordre religieux, mais employée à des travaux manuels et dispensée d'autres offices ».

constitué « un clergé distinct du peuple et élevé au-dessus des simples fidèles », à désigner « ceux qui formaient la masse populaire ». *Klerôs/klêrikos* auraient désigné « ceux qui forment le “bon lot”, ceux qui ont été “mis à part”, les “élus”, c’est-à-dire, au début, les chrétiens par opposition aux gentils, et, plus tard, dans la société chrétienne, les prêtres par rapport à ceux qui ne l’étaient pas ». Gloses tout aussi partisans : cette opposition était originellement comprise à l’intérieur de la même communauté, juive ou chrétienne, non par rapport à des « gentils » extérieurs à celle-ci ; dans la Septante, *klerôs/klêrikos* ne signifiaient pas « mis à part, bon lot, élus », mais « désigné par le sort, hérité »²³.

Enfin, toujours selon ce même article **Laïque**, « le mot qui s’oppose, étymologiquement et historiquement, à *laïque*, de la façon la plus directe, ce n’est pas *ecclésiastique*, ni *religieux*, ni *moine*, ni *prêtre* : c’est le mot *clerc* », lequel n’aurait eu « à l’origine qu’une signification unique, celle de “membre du clergé” ». Lecture qu’infirmes, entre autres, le Littré (voir ci-dessus).

Il y a dans ses approximations une façon d’instiller, sous des apparences savantes et dans choses anciennes peu connues des lecteurs visés²⁴, quelque chose des humeurs républicaines de la France d’avant 1914, afin de les préparer à admettre comme une évidence, « scientifiquement » établie, la conclusion de l’article :

Les constatations que nous venons de faire portent avec elles leur enseignement. Le clergé, les clercs, c’est une fraction de la société qui se tient pour spécialement élue et mise à part, et qui pense avoir reçu la mission divine de gouverner le reste des humains ; l’esprit clérical, c’est la prétention de cette minorité à dominer la majorité au nom d’une religion. Les laïques, c’est le peuple, c’est la masse non mise à part, c’est tout le monde, les clercs exceptés, et l’esprit laïque, c’est l’ensemble des aspirations du peuple, du laos, c’est l’esprit démocratique et populaire (souligné par l’auteur).

²³ On sait que, dans la démocratie athénienne à partir du début du VI^e siècle av. J.-C., les responsables politiques étaient « tirés au sort », et que, dans la tradition juive, il fallait être membre de deux tribus « élues » pour « hériter » d’une fonction sacerdotale.

²⁴ Les instituteurs (trices) de France.

Comment, pour celui/celle dont la mission première est d'enseigner à lire et écrire en français, mettre en doute des « constatations » inscrites ainsi « étymologiquement et historiquement » dans cette langue même ? Comment, quand on vient très majoritairement de milieux populaires et républicains, ne pas vouloir s'extraire du « clérical » tel que l'entend cet article, et donc se vouloir plus ou moins « anticlérical » ? Cette conclusion est un parfait résumé de *l'idéologie laïque*, au sens moderne du terme, d'avant 1914.

Ce que confirme l'entrée **Clerc**, dont procèdent *clérical* et *anticlérical*, qui a droit à la même courte entrée dans les deux éditions du Dictionnaire de Buisson. Signée Louis Maggiolo²⁵, elle définit ce mot à peu près comme Littré (« On donnait primitivement ce nom à tous ceux qui se destinaient à l'état ecclésiastique. »), et non comme le *NDP* ci-dessus (« une fraction de la société qui [...] pense avoir reçu la mission divine de gouverner le reste des humains »). Faisant ainsi passer *clerc* d'un sens plutôt descriptif à un sens qui ne l'est plus guère, *anticlérical* comme on commencera à dire après le coup d'État, approuvé par l'Église catholique, du 2 décembre 1851²⁶.

Ni *clérical* ni *anticlérical* n'ont droit à une entrée dans l'une ou l'autre des deux éditions du Dictionnaire de Buisson. René Rémond (1999, 8) observe que « les anticléricaux ne se désignent pas spontanément ainsi », préférant se dire « libres-penseurs, rationalistes » attachés « à l'indépendance de la société civile, partisans de la séparation des Églises et de l'État, hostiles à l'ingérence du clergé dans la vie privée ou les activités collectives ». Sans cet anticléricalisme pourtant, dont Rémond a écrit l'histoire en France « de 1815 à nos jours », la laïcité, telle qu'elle s'y est développée entre 1870 et 1914, ne serait pas ce qu'elle est.

²⁵ Maggiolo avait rédigé pour la première édition du Dictionnaire de Buisson de nombreux articles qui ont été écartés de la seconde, suite à ses enquêtes sur « les progrès de l'instruction élémentaire de Louis XIV à Napoléon III », jugées politiquement non conformes à l'idéologie républicaine du temps.

²⁶ Qui permet au président de la II^e République, Louis-Napoléon Bonaparte, de devenir l'empereur Napoléon III.

Les datations de *(anti)clérical* variant selon les dictionnaires, nous nous tiendrons à celles du *DHLF* et du *TLFI*. Le sens ancien de *clérical* plutôt descriptif (« qui appartient au clergé ») remonte à l'époque médiévale ; son sens moderne plutôt péjoratif (« favorable au clergé, à son influence ») est daté de 1815. *Cléricalisme* (« tendance du clergé à exercer abusivement son influence dans le domaine temporel ») est daté de 1855. *Anticlérical* (« qui s'oppose à cette influence ») apparaît peu après (1866). *Anticléricalisme* viendrait²⁷ en dernier (1903).

Dans ses *Mots de la laïcité*, Patrick Cabanel ne l'inclut pas dans la liste de ses « notices » qu'il faut lire en premier²⁸ si l'on s'intéresse à « la laïcité à la française, y compris dans son parcours historique » (2004, 4) ; mais cette liste se termine par un opportun « etc. » qui permet d'aller lire ce qui en est dit un peu plus loin (*ibid.*, 7-8) :

Anticléricalisme et laïcité se confondent souvent à l'heure des combats communs, mais il serait très réducteur de les assimiler. Le premier se fixe un programme et en vient à bout : avec les lois contre les congrégations et la Séparation, à partir de 1906, sa tâche historique n'est pas éloignée de son terme. [...] La laïcité, en revanche, s'installe sur un temps long, séculaire, et devient une dimension constitutionnelle de l'expérience politique française.

Fin 1975, alors qu'il terminait la rédaction de la première édition de son histoire, Rémond pensait, lui aussi, que l'anticléricalisme n'était pas loin de son terme, que « les circonstances » n'avaient jamais été aussi « favorables à la disparition de l'anticléricalisme, faute d'objet et de raison d'être » (1999, 359). Mais la dernière décennie du XX^e siècle l'a persuadé, « sans conteste », que cet anticléricalisme français « n'avait pas dit son dernier mot » (*ibid.*). Et il en fait, dans le chapitre introductif de son édition de 1999, « une composante essentielle de notre histoire politique, peut-être même un élément fondamental de notre système politique » (*ibid.*, 4).

²⁷ Le *NPR* (2003), plus récent, le date de 1869, mais le *TLFI*, de 1907.

²⁸ « Concordat », « Cultes reconnus », « Exception française », « Laïcité, laïque », « Pacte laïque », « Religion civile à la française », « Président (religion du) », « Séparation », « Seuil de laïcité ».

1.4. Des « choses » de la laïcité moderne française entre 1870 et 1914

Les entrées **Laïcité**, **Neutralité** et **Morale** des deux éditions du Dictionnaire de Buisson sont précieuses pour comprendre la manière dont s'est élaborée, entre 1870 et 1914, une laïcité à la française.

Une société devenue « la plus séculière, la plus laïque de l'Europe »

Comparons d'abord brièvement les entrées **Laïcité** de l'une et l'autre éditions. Celle de 1888 (Première partie, tome 2, 1469a-1474b) couvre six pages, alors que celle de 1911 en couvre à peine trois (936b-939a). Ni l'une ni l'autre ne sont signées, mais le style de la première rappelle trop celui de Buisson pour ne pas lui en attribuer l'éloquence. L'une et l'autre comporte deux parties : « 1. Laïcité du personnel enseignant » ; « 2. Laïcité de l'enseignement proprement dit ou laïcité des programmes ». Traitées dans cet ordre en 1888, elles le sont dans l'ordre inverse en 1911, « la laïcité du personnel » y étant réduite à deux brefs paragraphes. C'est que, entre la rédaction de la première (probablement fin 1883-début 1884²⁹) et son remaniement (en 1908), plusieurs lois ont résolu, au moins politiquement, cette question³⁰. Le rythme de l'éducatif, lié à des formations longues et à des transmissions qui le sont bien

²⁹ À deux reprises, on fait allusion à la date de sa rédaction : « Après quelques mois d'expérience, nous ne pouvons pas prétendre en [de la législation française de juillet 1882] apprécier les résultats » (1470b) ; « une année s'est à peine écoulée depuis la mise en vigueur du système nouveau » (1473b).

³⁰ Celle du 30 octobre 1886 stipule dans son article 17 que, dans les écoles publiques, « l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïque », et dans l'article 18 que, compte tenu du manque d'enseignants laïques compétents, des religieux pourront continuer à y enseigner durant encore cinq ans. Celle du 30 mars 1902 (loi de finance) prolonge ce délai, pour le personnel féminin, au moins jusqu'en 1909. Celle du 1^{er} juillet 1901 interdit d'enseignement public les membres des congrégations catholiques « non autorisées », et celle du 7 juillet 1904 aux « autorisées », les « exclusivement enseignantes » bénéficiant toutefois d'un délai supplémentaire de dix ans (soit 1914).

davantage, ne peut être celui du politique. Les parlementaires qui militaient pour la laïcité sous la III^e République ont manifestement compris cette évidence que ceux de la première République avaient eu, dans leur enthousiasme révolutionnaire, l'imprudence d'oublier. Le concordat napoléonien et ses écoles « spéciales », celles des trois cultes « reconnus » (catholique, protestant et israélite), en fut une conséquence, qui n'est guère laïque au sens que prend ce terme après 1870.

La version de 1888 s'ouvre – après un court paragraphe sur le caractère néologique du mot et un renvoi à l'entrée **Confessionnelles et non confessionnelles** (écoles)³¹ – par une introduction visant « à mettre en lumière très sommairement le principe même de l'enseignement laïque », en s'appuyant « sur la législation française en vigueur ». Principe que son auteur inscrit dans l'évolution de l'ensemble des institutions françaises depuis 1789 (1469a) : « La laïcité ou la neutralité à l'école à tous les degrés n'est autre chose que l'application à l'école du régime qui a prévalu dans toutes nos institutions sociales. » Suit un ample développement historique, intégralement repris dans la seconde édition, d'où il ressort (nous soulignons) que c'est « la Révolution française (qui) fit apparaître pour la première fois *dans sa netteté entière* l'idée de l'État laïque, de l'État neutre entre tous les cultes, indépendant de tous les clergés, dégagé de toute conception théologique », que, « malgré près d'un siècle d'oscillations et d'hésitations politiques », « la grande idée, la notion fondamentale de l'État laïque, c'est-à-dire la délimitation profonde entre le temporel et le spirituel, est entrée dans nos mœurs de manière à n'en plus sortir », et qu'enfin, « rien n'a pu empêcher la société française de devenir, à tout prendre, *la plus séculière, la plus laïque de l'Europe* ». Reste, en 1888, « l'enseignement primaire public » demeuré, malgré la loi du 28 mars 1882, « essentiellement confessionnel », son application se heurtant à deux difficultés majeures, « la laïcité du personnel enseignant » et « la laïcité de l'enseignement proprement dit ».

³¹ Que nous réduirons désormais à **Confessionnelles**.

Pour ce qui est de la première, l'auteur débute par des concessions flatteuses aux cléricaux : il serait « souverainement injuste de ne pas rendre justice aux services rendus pendant des siècles par ces associations [religieuses] et par l'Église qui les dirigeait », et elles sont encore, (nous soulignons) « sur plus d'un point en France et *surtout hors de France*, une œuvre digne d'éloge et de reconnaissance ». Mais ces concessions ne sont destinées qu'à mieux préparer son auditoire à l'énoncé de sa thèse, magistralement assénée, dont nous ne citerons que deux passages (1470b et 1471a), symptomatiques de ce qu'elle met historiquement en jeu (nous soulignons):

Mais sans calomnier les ordres enseignants, sans méconnaître aucun de leurs mérites dans le passé ni dans le présent, on est bien forcé quand on a admis la laïcité de l'enseignement public, de se demander si elle est compatible avec le maintien d'écoles congréganistes. [...] Pour elles, la religion est le but, le seul but, et l'instruction n'est que le moyen de conduire à la religion. Demander à une congrégation la neutralité religieuse, c'est une dérision. [...] Il faut donc s'attendre, quoi qu'on fasse, à voir décroître l'élément congréganiste dans les rangs du personnel de l'enseignement public, à mesure que l'idée de laïcité pénétrera davantage dans nos habitudes nationales. [...] C'est qu'elles [ces congrégations] ne relèvent pas en réalité de l'État et de l'Université qu'elles sont censées servir ; elles ne lui obéissent qu'en apparence et ne lui apportent qu'une déférence tout extérieure : les seuls véritables chefs dont la congrégation suive de cœur les préceptes et révère l'autorité, ce sont ses chefs spirituels, et rien n'est moins étonnant : c'est le contraire qui devrait surprendre de la part d'une réunion d'hommes ou de femmes qui se sont précisément séparés du monde pour appartenir tout entier à une certaine discipline : comment veut-on qu'elle ne soit pas pour eux indéfiniment au-dessus de toute influence humaine ? [...] C'est ce dernier vestige de l'ancien état de choses qui ne saurait subsister : la loi ne peut concéder à une corporation quelconque ce droit d'interposition, et ce privilège de constituer une sorte de petit État dans l'État. [...] L'Université ne doit reconnaître que des instituteurs et des institutrices individuellement nommés et individuellement responsables. [...] La disparition du régime exceptionnel en faveur des congrégations est donc la première réforme qui s'impose aujourd'hui pour que la réorganisation de l'enseignement national soit complète et efficace.

Plaidoyer quasi parlementaire qui mêle les lexiques de la laïcité ancienne et nouvelle, dont l'intertextualité doit autant aux Lumières et aux débats de la Révolution de 1789 qu'à ceux de son temps. On y retrouve l'ardeur d'un L.-R. de La Chalotais dans son *Compte rendu des constitutions des jésuites*, édité conjointement à son *Essai d'éducation nationale* en 1762³². Des formulations y rappellent la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 qui brisa le système corporatiste de l'Ancien régime en le remplaçant par des contrats individualisés. On y décèle la croyance en un inéluctable progrès contre lequel il est vain de lutter. On y présume que l'État et l'Université sont, *pour ainsi dire naturellement*, plus laïques (au sens moderne du terme) que ne saurait l'être n'importe quelle Église. Et le nationalisme, effet de la défaite de 1870, n'en est évidemment pas absent. Discret dans les passages que nous venons de citer, il l'est moins dans d'autres, tels ces deux (1470b) affirmant que la France (nous soulignons) « est la seule qui ait établi le régime de la laïcité d'une *façon logique et complète* », formule à peine nuancée peu après : « une de celles qui ont *le plus logiquement et complètement établi* le régime de la laïcité ».

À la recherche d'une neutralité « en matière confessionnelle »

L'article **Neutralité** de la première édition (1888, 2019b-2021a) est non signé, et il est sans doute de la plume de J. Guillaume. Il débute ainsi (2019b) :

Les termes d'école neutre et de neutralité de l'école ont été employés dans un certain nombre de pays étrangers, avant de l'être en France. Ils désignent, d'une façon générale, une organisation de l'enseignement primaire public dans laquelle les enfants appartenant à des confessions religieuses différentes sont réunis dans une seule même école. Mais cette organisation comporte, suivant les pays, des variétés et des nuances assez marquées.

Après un renvoi à l'entrée **Confessionnelles** (qui informe sur ce qu'il en est hors de France), l'auteur se donne pour tâche de fixer « le sens du mot *neutralité* dans les écoles publiques françaises telles que les a faites la loi du 28 mars 1882 ». Il y distingue « la neutralité

³² Rappelons que, en France, les collèges jésuites ont été fermés dès 1761-1762, avant même que la Compagnie n'en soit bannie et ses biens confisqués.

de l'école, la neutralité de l'enseignement et la neutralité du personnel », traitée uniquement « en matière religieuse, ou plus exactement en matière confessionnelle ».

Pour ce qui est de l'école, elle est neutre (2020a) si elle « reçoit indistinctement et sur le pied de la plus parfaite égalité les enfants de tous les cultes et même ceux qui n'appartiendraient à un aucun culte ; par une conséquence toute naturelle, elle est fermée aux ministres de ces divers cultes [...] n'est plus une dépendance de l'Église et de la sacristie », mais elle ne lui oppose « ni hostilité, ni résistance, ni malveillance », en ménageant « aux enfants le temps nécessaire » pour suivre son instruction. Pour le personnel enseignant, il est neutre, si « l'autorité scolaire n'a (pas) à s'enquérir si le postulant est catholique, protestant ou israélite, s'il est laïque³³ ou s'il appartient à une communauté religieuse légalement reconnue », car c'est le moyen le plus sûr « de faire entrer la tolérance dans les mœurs et de mettre pour ainsi dire la neutralité scolaire en permanence sous les yeux des élèves ».

Reste la neutralité de l'enseignement, « le point à la fois le plus important à établir, le plus difficile à préciser ». Il est certes neutre s'il est « complètement indépendant de tout enseignement religieux », si « le programme ne comporte aucun chapitre, aucune section d'enseignement qui puisse porter le titre d'instruction religieuse » ; mais d'autres « matières d'études » entretiennent néanmoins « de nombreux points de contact avec les questions religieuses », en particulier « l'Instruction morale » qui engage inévitablement des « problème de métaphysique ». Et l'auteur de citer longuement (2020b) un discours de Jules Ferry, auteur de la loi du 28 mars 1882, disant aux sénateurs qu'il n'a promis (italiques originales) « ni la *neutralité philosophique* ni la *neutralité politique* ». La première reviendrait, en effet, « à s'abstenir même de prononcer le mot *Dieu*, le mot *âme*, le mot *devoir*, le mot *conscience* », puisque ces termes, « si on les serre de près par une analyse suffisamment savante », impliquent « un certain système de philosophie à l'exclusion d'un autre ». Quant à la seconde, il serait tout aussi vain de la vouloir « absolue », le gouvernement ayant d'ailleurs « promis

³³ Au sens ancien du terme.

que l'école primaire serait, autant qu'il dépendrait de lui, une école de patriotisme et de sentiment national ». La neutralité scolaire ne peut donc être que « la neutralité confessionnelle, celle qui exclut de l'école toute polémique et toute propagande de confession à confession, d'Église à Église, de secte à secte, sans affecter d'exclure, par une sorte de puritanisme de neutralité, toute mention des idées morales et religieuses qui appartiennent au fond³⁴ commun de la langue et de la civilisation ».

L'instituteur (trice) s'attachera, en conséquence (2021a), « à faire comprendre et sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu telles que lui révèlent sa conscience et sa raison ». Il veillera donc à « ne pas laisser croître chez l'enfant ni les habitudes d'irrévérence, de grossièreté dans le langage ou dans la pensée, ni les habitudes d'intolérance et d'étroitesse d'esprit : précepte si naturel et moralement si juste qu'un athée même y souscrirait », et il lui enseignera « qu'il y a bien des manières de croire en Dieu et de servir Dieu, mais qu'il n'y en a qu'une sur laquelle tout le monde soit d'accord, c'est l'obéissance aux lois de la conscience et aux lois de la raison », c'est-à-dire au « fond commun et seul véritablement essentiel de toutes les doctrines religieuses ».

Il faudrait comparer ligne à ligne cette version de 1888 à celle de 1911 beaucoup plus circonstanciée (1400b-1406b), « la chose et le mot (ayant) donné lieu aux débats les plus vifs » en France. Bornons-nous à en dire que ces débats ont quelque peu ébranlé la croyance de Ferry, qui était déjà celle de Jean-Jacques Rousseau³⁵, en ce « fond commun » à toutes les religions, en ces « lois » de la conscience et de la raison présumées naturelles et universelles. La

³⁴ L'orthographe actuelle préfère *fonds*, au singulier, quand ce mot n'a pas un sens spatial (comme dans *le fond du puits*).

³⁵ Rappelons que, dans son *Contrat social* mais aussi dans *La profession de foi du vicaire savoyard*, Rousseau célèbre « la religion de l'homme et du citoyen [...] sans temples, sans autels, sans rites, bornée au culte purement intérieur de Dieu Suprême et aux devoirs éternels de la morale, [...] pure et simple Religion de l'Évangile, le vrai Théisme, et ce qu'on peut appeler le droit divin naturel », religion qui relève de « la société générale du genre humain » (*Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2001, 173).

conclusion de l'auteur est singulièrement prudente sur ce point, pour ne pas dire embarrassée :

Dès 1905³⁶, du côté laïque³⁷, aussi bien que plus tard du côté opposé, on reconnaissait la nécessité de mieux préciser la neutralité scolaire. De plus, on en indiquait déjà les points litigieux, douteux ou périlleux. On essayait enfin de faire le départ entre les affirmations nécessaires [...] et la réserve non moins nécessaire sur tout ce qui, étant matière à contestations entre les hommes, ne doit pas être présenté aux enfants comme question tranchée. C'est là qu'en est encore à l'heure qu'il est en France la neutralité scolaire : c'est, comme tant d'autres, une notion qui évolue, une idée en devenir.

Nous verrons dans notre propre conclusion que, sur cette neutralité scolaire, « l'heure » qu'il était en France en 1911 n'a guère, de nos jours, évolué.

Une morale « qui vaut ce que vaut la civilisation dont elle est le résumé »

L'article **Morale** de la première édition (1888, 1969a-1972b), non signé, s'appuie sur un rapport de Paul Janet³⁸, cité longuement (1969a), établissant « que les divers systèmes de morale aboutissent, dans la pratique, à un code moral unique et universellement accepté, que ce code moral est indépendant des dogmes religieux, et que l'État a [donc] le droit de l'enseigner ». Une morale idéalement compatible avec le « fond commun » œcuménique dont il vient d'être question. Une morale dont l'esthétique (1969b) n'est pas absente, en ce que la distinction du beau et du laid « est le fond de la morale aussi bien que de la littérature ». Il s'ensuit que « la loi qui nous prescrit de sacrifier ou de subordonner ce qui est plat et vulgaire à ce qui est généreux, noble, délicat » est (italiques originales) « ce qu'on appelle le *devoir* ».

³⁶ Date de la loi de Séparation des Églises et de l'État.

³⁷ Au sens moderne du terme.

³⁸ P. Janet (1823-1899) est un philosophe idéaliste s'inscrivant dans la tradition d'Emmanuel Kant et de Victor Cousin, auteur, entre autres, d'*Éléments de morale* (1870) et de *La Morale* (1874).

L'article de 1888 ayant sans doute été jugé trop abstrait, trop philosophique ou métaphysique, celui de 1911 (1348a-1352a) n'en reprend rien³⁹. Il comprend une première partie où l'on retrouve le style et les idées de Buisson, et une seconde qui cite intégralement une lettre adressée par Jules Ferry aux instituteurs (trices) de France le 17 novembre 1883, un an et demi donc après sa loi de 1882. L'auteur de la première partie pose (1348a) « en principe qu'une morale laïque est possible », par quoi il entend « une morale qui se constitue en dehors des données religieuses, métaphysiques ou scientifiques ». Cette morale vise à procurer aux élèves (1348b) « un minimum des règles de vie et d'action correspondant aux besoins exacts de la minute du temps et du point de l'espace où se passera leur existence ». En d'autres termes, une morale pratique en prise sur le *hic et nunc* de chacun(e). Elle comprend certes « un recueil ou un résumé des prescriptions et des prohibitions formelles qui constituent l'honnêteté élémentaire, rudimentaire », mais ce n'est là qu'une morale « négative ». Il faut qu'elle soit d'abord positive, « qu'elle crée en chaque individu une sorte de force intérieure régissant non seulement les actes, mais les pensées, les sentiments, les intentions, toute la conduite, toute la direction de la vie ». La question est dès lors (1349a) « de savoir si l'on peut créer cet état d'âme par une éducation morale purement laïque, c'est-à-dire par une morale qui n'empruntera sa force, son prestige, son autorité à aucune considération étrangère à l'idée morale pure et simple », et la conviction de « la pédagogie républicaine française » est qu'une telle morale est possible.

De chaque élève, il est possible de faire « un être capable de se déterminer spontanément pour le bien, c'est-à-dire pour l'effort, sans autre appât que celui de l'effort lui-même », un être qui fait « le bien pour l'amour du bien sans plus », qui est « honnête parce qu'il lui plaira d'être honnête », sa « moralité » se bornant à la « répugnance que lui inspire l'immoralité ». Une morale pour ainsi dire instinctive, sans récompense ou punition autre que celle intimement ressentie, liée à une certaine (italiques originales)

³⁹ L'extrait du rapport de Janet y étant reporté dans la première partie de l'article suivant (1352a-1364b) : **Morale et civique** (instruction).

« *intuition* morale », comparable à l'intuition développée quand on apprend à « parler une langue faite par de lointains ancêtres [...] sans qu'il soit besoin d'aucun raisonnement ». Et l'auteur de développer cette analogie (1349a) en affirmant que cette « intuition morale » est (nous soulignons) « l'acte moral lui-même, qui jaillit de la nature humaine, telles que les siècles l'ont faite, comme un phénomène *sui generis*, phénomène complexe bien qu'il paraisse très simple, *phénomène dû à la civilisation* bien qu'il ressemble à un élan naturel, *phénomène d'atavisme* bien qu'il ait la spontanéité apparente d'un mouvement instinctif ». En d'autres termes, c'est (1350a, italiques originales) « à vrai dire, une *technique*, la technique de l'action humaine en société [...] c'est un art de vivre, l'art de vivre ». Une « morale qui vaut ce que vaut la civilisation dont elle est le résumé » (1350b).

La *morale* n'est pas dissociable des *mœurs*, pas plus que la *civilisation* ne l'est de la *civilité*. Pour des raisons étymologiques, mais aussi parce que ces mots avaient encore, entre 1870 et 1914, des sens plus forts que ceux qu'on leur prête de nos jours. Le premier sens que Littré donne à *mœurs* était « habitudes considérées par rapport au bien et au mal dans la conduite de la vie », et le second « manière de vivre, usages, coutumes, préjugés, chez les différents peuples et dans les différents siècles » ; et à *civiliser*, dont dérive *civilisation*, « rendre civil, courtois ; polir les mœurs, donner la civilisation ». Deux auteurs allemands nous paraissent avoir mieux compris que beaucoup de nos contemporains ce qu'on entendait alors, en France et en français, par *la morale*, *la civilisation*. Ernst-Robert Curtius qui, dans son *Essai sur la France* [1930], consacre son premier chapitre à « l'idée française de civilisation » en la confrontant à l'idée allemande de « culture ». Pour Curtius (1990, 53, italiques originales) « la culture allemande est *allemande* ; c'est ainsi qu'elle se définit elle-même » ; définition qui, pour un Français, « est la négation même de l'idée de culture », parce que pour lui, « la culture doit être, avant tout, une chose universelle, sa vertu primordiale résid(ant) dans son contenu humain » (*ibid.*) Pour Curtius (*ibid.*, 60), cette civilisation « finit alors par signifier un adoucissement de la nature brute, un affinement des mœurs, une

humanisation de la barbarie ; elle est, en ce sens, un fait social ». On est alors proche de ce que le sociologue Norbert Elias qualifiera peu après [1939] de *Prozess der Zivilisation*, traduit en français par « la civilisation de mœurs », par quoi l'on entend la lente intériorisation à travers les générations de certaines contraintes sociales, au point qu'elles en deviennent quasi instinctives, ce qui a pour effet, chez chacun(e), de policer pour ainsi dire naturellement ses pulsions et émotions spontanées.

De la lettre de Ferry (1350b-1352a), nous ne retiendrons que deux passages. L'un, parce qu'il est souvent repris sous une forme mutilée (« la morale de nos pères »⁴⁰), est relatif à « cette bonne et antique morale que nous avons reçue de nos pères et que nous nous honorons tous de suivre dans les relations de la vie sans nous mettre en peine d'en discuter les bases philosophiques », une morale qui, exemplairement suivie, « ne peut manquer en quelque sorte d'élever autour d'elle le niveau des mœurs ». Le second, parce qu'il n'a pas été toujours respecté dans l'école laïque française⁴¹, est de conseiller à l'enseignant(e) de parler « avec la plus grande réserve, dès que vous risquez d'affleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas juge ».

Il est à la mode de dénoncer le colonialisme de Ferry qui déclarait le 28 juillet 1885, dans un discours haché par les interventions de députés anti-coloniaux (de droite et de gauche), après avoir célébré les avantages économiques des colonies, ce qui suit :

*il y a là un second point[...] que je dois également aborder [...] : c'est le côté humanitaire et civilisateur de la question. [...] il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures [...] il y a pour les races supérieures un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures [...]*⁴²

⁴⁰ Par ex. dans V. Peillon.

⁴¹ Et encore moins dans les écoles des États adeptes d'une idéologie ou d'une religion officielle.

⁴² Cité souvent de manière approximative sur Internet.

On en dénonce le « racisme », entendu en un sens que n'était pas celui que le mot *race* avait généralement alors ; on lit de manière littérale et donc inévitablement anachronique ce « devoir de civiliser les races inférieures » qui, contextualisé en ses temps et lieu originels, n'avait pas encore les connotations qu'on lui prête si aisément de nos jours de manière rétrospective⁴³.

2. « Laïque » et « séculier » dans les dictionnaires bilingues ou monolingues de quatre autres langues européennes

Une rapide consultation de quelques dictionnaires bilingues, couplant le français à une autre langue européenne, atteste de la présence dans leur lexique *actuel* de mots (ou sens) relevant de ce que nous appelons la laïcité moderne, mots (ou sens) dont on peut faire l'hypothèse qu'ils n'y remontent guère avant le début du XX^e siècle. Mais, pour étayer cette hypothèse, les dictionnaires bilingues présentent deux inconvénients : les premiers emplois d'un mot (ou d'un de ses sens) n'y sont pas en général datés ; les exemples permettant d'en asseoir intuitivement le(s) sens y sont rares. En outre, on sait que les équivalences entre les mots de deux langues y sont, pour qui n'est pas déjà parfaitement bilingue dans ces langues, souvent trompeuses. L'anglais *laicization* est donné comme équivalent du français *laïcisation*, mais l'est-il dans tous ses emplois et toutes ses acceptions ? L'expérience permet d'en douter, pour la simple raison que ces emplois et acceptions s'inscrivent, entre autres (la morphologie, la syntaxe et la phraséologie y ont aussi leur part), dans des réseaux de synonymie et d'antonymie qui ne sont pas exactement les mêmes dans les deux langues.

⁴³ La réponse que lui fit Georges Clémenceau, deux jours plus tard, atteste que certains n'étaient pas dupe des dérives à venir d'une telle rhétorique : « Races supérieures ! Races inférieures ! C'est bientôt dit. Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue [...] parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand ».

2.1. Des mots et des choses de la laïcité en Espagne

Pour les mots, nous nous appuyerons sur quelques dictionnaires bilingues, et pour les choses sur les deux éditions du Dictionnaire de Buisson.

Dans les dictionnaires français-espagnol et espagnol-français

Les dictionnaires actuels⁴⁴ couplant le français et l'espagnol donnent, dans leur partie français-espagnol, une série d'équivalents castillans, pas ou peu exemplifiés, d'apparence proche du français. *Laïque* y a pour équivalent *laico(a)* ; *laïcisation* : *laicización* ; *laïciser* : *laicizar* ; *laïcité* : *laicidad* ; *laïcisme* : *laicismo*. Et *séculier, ère, secular* ; *séculariser, secularizar* ; *sécularisation, secularización*. En déduire que le lexique de la laïcité castillane moderne est identique à celui de la française est néanmoins hasardeux.

La même origine latine, celle du latin de la même église (*laicus* et *saecularis*), explique en partie ce parallélisme, mais l'emprunt y a aussi, de toute évidence, sa part. Non datés dans les dictionnaires consultés, les mots espagnols de la laïcité moderne peuvent l'être grossièrement à l'aide de dictionnaires remontant à l'époque, entre 1870 et 1914, où le néologisme *laïcité* s'est progressivement imposé dans les usages du français. Deux bilingues de cette période⁴⁵ attestent que le lexique de cette laïcité n'était alors guère pratiqué en castillan. Tout comme dans le Littré (avant son *Supplément* de 1886), on s'en tient au réseau d'origine ecclésiastique, celui de la laïcité ancienne. En 1885, on y trouve, dans la partie français-castillan :

⁴⁴ Nous avons consulté le *Harrap's Compact*. Dictionnaire espagnol-français / français-espagnol (Edinburgh, 2007), le *Harrap's Hispano* de J.-P. Vidal (Paris : Larousse 2003), le *Dictionnaire général, français-espagnol / espagnol-français* de R. Garcia-Pelayo y Gross, dans sa Nouvelle édition (Paris : Larousse 2006), ainsi que le petit *Dictionnaire français-espagnol* de M. de Toro y Gisbert (également chez Larousse, dans une édition « revue et corrigée » de la première datée de 1926).

⁴⁵ Dont M. Tost nous a très aimablement communiqué certaines entrées : le *Nuevo Diccionario Francés-Español* de V. Salva (Paris, Garnier, 1885), et le *Diccionario Francés-Español* de F. Corona-Bustamante (Madrid, P. Orrier ; Paris, Hachette, 1907).

lai(e) : *lego, se dice del que no tiene órdenes cléricales* (frère lai, moine lai, *lego, fraile ó monje lego*⁴⁶) ; **laïque (laïc)** : *laico, lego, seglar, que no siguió la carrera eclesiástica* ; et **laïcal**, adjectif absent de tous nos dictionnaires français, glosé : *Que pertenece a los legos*. Celui de 1907 se borne à rajouter à cette série le couple **laïcisme** : *laicismo*, glosé comme dans le Littré⁴⁷ : *nombre de una doctrina propagada el siglo XVI en Inglaterra, que reconocia á los legos el derecho de gobernar la Iglesia*.

La partie espagnol-français de ces bilingues n'est pas le simple inversement de leur partie français-espagnol. *Laico*, selon l'édition 2006 du *Dictionnaire général* de Larousse, se traduit en français par « laïque (*seglar*) », ce *seglar* que nos deux Harrap's espagnol-français traduisent par *séculier*. Autrement dit, *laico* conserve actuellement un sens qui, en français et si l'on suit le Littré (voir ci-dessus), est proche de *séculier* (nous soulignons) : « Qui n'est pas engagé par des vœux dans une communauté ecclésiastique, *en parlant tant des ecclésiastiques que des laïques*. », et moins de *laïque* (« Qui n'est ni ecclésiastique ni religieux. »). Ce que nous paraît attester l'expression *hermano lego* (« frère lai », religieux qui n'est pas destiné ou qui n'a pas encore reçu les ordres), et les sens figurés de ce mot (toujours d'après ce même Larousse) : « ignorant (*sin instrucción*) / profane, non initié ». Quant à *secular*, nos quatre dictionnaires lui donnent deux sens que le français distingue, celui de *séculier* opposé à *séculaire* (*centenario*).

Dans la partie français-espagnol de nos dictionnaires récents, on trouve *laïciser* : *laicizar*, que le *Dictionnaire général* de Larousse glose : v. tr. *dar carácter laico, laicizar / suprimir la enseñanza religiosa de los programas escolares*. Sens donc quelque peu restreint par rapport au français *laïciser*, qui s'applique à bien d'autres domaines. Et l'on y cherche en vain *laïcisme* (sauf dans le *Harrap's Hispano*, traduit par *laicismo*), ce qui suggère que son usage n'est pas des plus courants. À *laïcité* correspond, dans deux d'entre eux, le seul *laicidad* ; et dans les deux autres : *laicismo*, *laicidad* (dans le *Harrap's Hispano*) ou *laicidad*, *laicismo* (dans le *Dictionnaire général*). Aucun exemple ne venant

⁴⁶ Ce qui n'est donc, en castillan, pas plus « paradoxal » que *saint laïque* ou *clerc laïque* dans le français d'avant 1870.

⁴⁷ On peut faire l'hypothèse que son auteur a consulté le Littré.

éclairer le(s) sens de ces deux mots, difficile de le(s) préciser. Tout au plus peut-on faire l'hypothèse que *laicidad*, donné par nos quatre dictionnaires, est sémantiquement plus proche de *laïcité* que *laicismo*, qui n'est donné que par deux. Ce dernier semble toutefois être entré dans le lexique castillan avant *laicidad*, comme un calque de l'anglais plus que du français (voir ci-dessus le dictionnaire de 1907), son équivalent français *laïcisme* étant d'ailleurs absent de la partie espagnol-français de ce même Larousse et du *Harrap's Compact*.

Cette non-coïncidence des réseaux terminologiques français et castillan de la laïcité moderne se retrouve, mais à un moindre degré, pour les dérivés du couple *séculier* : *secular*, *seglar*. *Sécularisation* est absent de la partie français-espagnol de trois de nos dictionnaires sur quatre, seul le *Harrap's Hispano* le retient ; et *secularización* n'apparaît dans la partie espagnol-français que de deux, le *Dictionnaire général* précisant qu'il ne s'applique qu'à *un religioso*. Quand on sait le rôle qu'a joué le mot *sécularisation* dans le passage, en France, de la laïcité ancienne à la laïcité moderne, lors de la « sécularisation des biens du clergé » en 1789, on suppose que son apparent calque castillan est loin d'avoir joué le même rôle en Espagne. L'équivalence *secularizar* : *séculariser* est présente dans ces deux mêmes bilingues, mais le verbe castillan ne semble applicable, là aussi, qu'à *un religioso*. Disparité qui se retrouve dans certains usages phraséologiques : en français, on di(sai)t aussi bien *habit laïque* que *habit séculier*, en castillan, on s'en tient à *traje seglar* ; *secularizar* peut être dit d'une église, alors qu'on la *désaffecte* en français ; *monge lego* est attesté, alors que **moine laïque* ne l'est pas.

Ainsi, le lexique castillan de la laïcité apparaît, comparé à celui du français, bien davantage pris dans le réseau terminologique ancien que dans le réseau moderne. Certes, il est possible de parler de la laïcité moderne en castillan actuel, mais le recours aux périphrases et explications y est sans doute plus nécessaire qu'en français. Reflet d'une histoire des institutions espagnoles (en particulier d'enseignement) différente de celle qui a été celle de la France entre 1870 et 1914 ?

Des choses de la laïcité en Espagne fin du XIX^e-début du XX^e siècle

Dans la première édition du Dictionnaire de Buisson (*DP*, Partie 1, tome 1, 473a-476a, entrée **Confessionnelles**), il est dit que, en Espagne, « toutes les écoles publiques sont des écoles confessionnelles catholiques romaines », mais que « les autres confessions peuvent être autorisées à établir des écoles privées ». Cette entrée n'existe pas en tant que telle dans le *NDP*, mais une entrée **Espagne** (566a-573b), signée Manuel B. Cossio⁴⁸, atteste que, en 1911, la laïcité moderne est encore loin de s'être imposée. Le programme des écoles élémentaires, tel que fixé par le décret du 26 octobre 1901, cite comme première matière scolaire : « Doctrine chrétienne et notions d'histoire sainte ». Et Cossio précise (italiques originales) : « Bien que la constitution garantisse la liberté de conscience et n'exige aucune profession de foi pour l'exercice des fonctions de l'enseignement, l'instituteur est obligé d'enseigner le *catéchisme*, et de passer un examen sur la *religion catholique* pour obtenir son brevet ». On comprend mieux que, dans le *Dictionnaire général* de Larousse (voir ci-dessus), l'équivalence *laïciser* : *laicizar* soit glosée : « supprimer l'enseignement religieux dans les programmes scolaires ». Quant à l'équivalence *laïcité* : *laicidad*, elle n'est probablement (des investigations plus poussées seraient nécessaires pour l'affirmer) entrée dans les dictionnaires bilingues français-espagnol que dans les années trente du XX^e siècle, durant la Seconde⁴⁹ république espagnole.

⁴⁸ Alors directeur du Musée pédagogique national à Madrid.

⁴⁹ Rappelons que la Première n'a duré qu'un an (1873-1874), et la Seconde, huit (1931-1939).

2.2. Des mots et des choses de la laïcité en Grande-Bretagne

Le lexique anglais actuel de la laïcité⁵⁰ est entièrement d'origine latine, tout comme ceux du français et de l'espagnol, ce qui n'empêche pas, là aussi, de notables différences dans les usages des mots de la laïcité dans ces trois langues.

Dans les dictionnaires français-anglais et anglais-français

Laicus s'y retrouve tant dans sa dérivation populaire *lay* (*lay brother* : frère lai) que dans sa dérivation savante *laic*, laquelle semble cependant moins courante que son homologue *laïque* français. L'anglais *laic* est en effet présent dans la partie français-anglais de nos deux Harrap's (entrée **Laïque** : *laic*, *lay*), mais il ne dispose pas d'une entrée dans leur partie anglais-français, tout en y étant présent dans les gloses (entre autres, à l'entrée **Lay**, *laic brother* : frère lai, convers).

Le plus récent *Harrap's Unabridged* nous paraît bien clarifier les usages actuels de *laic* en anglais. Il donne, dans sa partie français-anglais (entrée : **Laïc, laïque**), deux sens au mot français : a) « non clérical » (l'esprit laïque : *secularism* ; habit laïque : *lay dress*) ; b) « indépendant du clergé » (l'école laïque : *secular education* ; un État laïque : *a secular State*). Si l'anglais *laic* y apparaît, c'est comme un équivalent du seul sens a), conjointement à *secular* et *lay*, mais précédé du qualificatif *Littéraire*. Il semble donc que le dérivé savant de *laicus* n'a pas eu le même destin des deux côtés de la Manche : en anglais, il est plutôt resté dans le lexique de la laïcité ancienne, alors qu'en français, il se trouve actuellement plus ou moins confiné dans le lexique de la laïcité moderne, « indépendante du clergé ».

⁵⁰ Nous nous appuyons essentiellement sur le *Harrap's Shorter, French and English Dictionary*, Edited by J.E. Mansion (London, Toronto... : George G. Harrap and Co. Ltd., 1958, *Reprinted* de la première datée de 1940) et sur le *Harrap's New Shorter* [...], Revised by M. Ferlin and P. Forbes [...] (Paris, Bordas, in association with Harrap London 1975). Mais nous avons aussi consulté le *Harrap's Unabridged*, en deux volumes. Edinburgh, [2001] (2007), ainsi que le *Oxford Concise Dictionary* (1966). Deux universitaires agrégés d'anglais, Patrice Sanguy et Jean-Claude Castangt, nous ont aidé pour ce qui est des mots de la laïcité en anglais, qu'ils en soient ici grandement remerciés.

Divergence qui se retrouve dans ses dérivés nominaux et verbaux. *Laicization* et *to laicize* apparaissent dans nos trois Harrap's, mais alors que les moins récents leur donnent pour équivalents respectifs *laïcisation* et *laïciser*, le plus récent donne à *laïcisation*, *secularization* ou *laicization*, et à *laïciser*, *to secularize* ou *to laicize*. Autre indice que, pour parler de la laïcité moderne, l'anglais semble préférer les lointains descendants de *saecularis* à ceux de *laicus*. Le *Harrap's Unabridged* (2007) traduit le substantif *laity* par *les laïcs* et *laïcat*, un néologisme daté de vers 1877 désignant « l'ensemble des laïques à l'intérieur de l'Église catholique », sans doute pour les distinguer des « laïques » extérieurs à celle-ci. *Laity* est donc aussi lié à la laïcité ancienne plus que moderne. Quant au français *laïcité*, néologisme apparu donc peu avant *laïcat*, l'anglais le traduit soit par des périphrases adjectivales (*undenominational schools* : *écoles non-confessionnelles*) ou nominalisées (*undenominationalism*), soit, plus fréquemment de nos jours, par *secularism*. Dans notre dernier Harrap's, on trouve : la défense de la laïcité : *defense of secular education (in France)*, et *laïcisme* y est traduit par *secularism*, *laïciste* par *secularist*. Mais faute d'exemples, difficile de savoir si ces termes y ont plutôt le sens que la NPR prête à *laïcisme* (« doctrine des partisans de la sécularisation des institutions publiques ») ou plutôt celui que lui prête le DFC (« mouvement agressif de défense et de promotion de la laïcité »).

Le latin *saecularis* se retrouve donc en anglais dans *secular* (qui, à l'instar de son homographe castillan, signifie ou « séculier » ou « séculaire »), et dans ses dérivés *to secularize* et *secularization*. Mais aussi dans *secularity* (équivalent, en parlant du clergé, de *sécularité* ; et, en parlant de l'éducation, de *laïcité*), *secularism* (équivalent donc de *laïcité* ou *laïcisme*), *secularist* (équivalent de *laïciste*).

On aboutit ainsi à un lexique de la laïcité structuré assez différemment de ceux du français et du castillan. Pour parler de la laïcité moderne, l'anglais préfère largement les descendants de *saecularis* à ceux de *laicus*. Il se singularise aussi par sa réticence à intégrer les substantifs abstraits (*laicism*, *secularity*, *secularism*, *undenominationalism* n'apparaissent que dans nos deux Harrap's les plus récents). Enfin, nombre de locutions nominales y sont des

« faux amis », tant pour les francophones que pour les hispanophones : *a public school* n'y est pas *une école publique*, *a laic (lay) cleric* n'y est pas *un clerc laïque* mais *un chantre*⁵¹, etc. À propos de certaines équivalences (esprit laïque : *secularism*⁵² ; *État laïque* : *secular State* ; école *laïque* : *secular education*), notre Harrap's 2007 a jugé utile d'introduire un petit encart précisant, pour ses utilisateurs anglophones⁵³, que : « La séparation de l'Église et de l'État, qui reflète l'idéal républicain et est devenue une loi en 1905, est un aspect important de la culture française. »

Des choses de la laïcité en Grande-Bretagne fin du XIX^e-début du XX^e siècle

Faut-il voir dans ces divergences lexicographiques un reflet de la laïcité telle qu'elle s'est instituée au Royaume-Uni dans la seconde moitié du XIX^e siècle ?

À l'entrée **Confessionnelles** de la première édition du dictionnaire de Buisson (475a), trois courts paragraphes consacrés à la Grande-Bretagne précisent la manière, assez diverse, dont y est alors pratiquée la laïcité moderne. En Angleterre et au Pays de Galles, l'*Elementary Education Act* de 1870 prévoit que « le Parlement accorde des subventions aux écoles publiques, sans exiger qu'elles appartiennent à quelque confession religieuse (*to be in connection with a religious denomination*⁵⁴) » – formulation à l'origine des *undenominational schools* dont il vient d'être question –, et stipule « qu'aucune subvention ne sera accordée en faveur d'aucun enseignement religieux ». Il en va différemment en Écosse où (selon un *Act*

⁵¹ Rappelons que, dans la France de l'Ancien régime et d'une partie du XIX^e siècle, le maître qui apprenait à lire et à écrire les lettres était aussi souvent chantre à l'église et sacristain, secondant ainsi le curé dans ses missions.

⁵² J. Bauberot & S. Mathieu (2002, 28, 112...) ont tenté de clarifier ce qui oppose le *secularism* à la laïcité : le premier, à la manière du *Common law* britannique, procèderait des évolutions sociales auxquelles le religieux s'adapterait peu à peu, alors que la seconde procèderait davantage du politique, visant à dissocier la citoyenneté de la religion, et l'État des Églises.

⁵³ *The separation of Church and State, which reflects the Republican ideal and became a law in 1905, is an important aspect of French culture.*

⁵⁴ En anglais dans le texte original.

équivalent voté en 1872) les subventions sont accordées « à toutes les écoles élémentaires publiques », mais aussi « à toute école qui contribue à l'éducation laïque (*secular*) de la paroisse ou du bourg » dans la mesure où elle est « ouverte aux enfants de toute confession (*denomination*) »⁵⁵. En Irlande, pays très majoritairement catholique, « nul élève ne peut être refusé à cause de sa croyance, et ne peut être forcé de participer à un enseignement religieux », mais seules les « écoles nationales », contrôlées par des « commissaires d'éducation nationale » et n'ayant généralement pas « de caractère confessionnel », reçoivent des « subventions parlementaires ». Le Royaume-Uni avait ainsi légiféré, dix ans avant la France républicaine, en faveur d'une sorte de laïcité moderne, visant sinon à rompre du moins à distendre le lien que la religion, officielle (anglicane) ou locale (catholique en Irlande), entretenait depuis des siècles avec l'enseignement primaire. Mais légiférer n'est pas appliquer la loi, et l'application de l'*Act* de 1870 n'est pas allée sans de multiples amendements (*bills*) visant à l'accommoder aux mœurs locales.

C'est ce dont atteste l'édition de 1911 du Dictionnaire de Buisson, qui compte cinq entrées relatives au Royaume-Uni. Une non signée (**Grande Bretagne et Irlande**, 747b-748a), où l'on observe qu'il n'y existe pas « de ministère de l'instruction publique qui serve de centre administratif commun », et quatre autres⁵⁶ signées par des spécialistes britanniques : **Angleterre** (61b-76b), **Écosse** (522a-525a), **Galles** (principauté de) (707b-710a) et **Irlande** (869a-872a). Ce qui nous frappe dans ces quatre entrées pour ainsi dire indigènes, c'est que la notion de laïcité moderne à la française n'y apparaît que marginalement.

⁵⁵ Résumé quelque peu partisan de cet *Act*, car il y est stipulé (entrée **Angleterre** de l'édition de 1911, 71a) qu'aucune « limitation ne fut imposée aux *Schools Boards* écossais relativement au genre d'enseignement religieux qu'il leur plairait de faire donner ; si un *School Board* écossais le désire, il peut entretenir une école catholique romaine, avec un personnel enseignant catholique, le tout payé aux frais des contribuables locaux ».

⁵⁶ Nous ne savons pas si ces articles ont été originalement écrits en anglais puis traduits en français, ou s'ils l'ont été directement en français.

À l'entrée **Angleterre**, Michael E. Sadler⁵⁷ débute, non sans humour s'adressant à des lecteurs français, son article ainsi : « [En Angleterre] Des choses incompatibles en principe coexistent d'un mutuel consentement. » Thème qu'il reprend à propos de ce qu'il nomme « la Réformation⁵⁸ » (XV^e-XVI^e siècles), qui fut « bien moins complète » en Angleterre qu'en Écosse, ce qui serait dû « au manque de précision de l'esprit anglais, et à ses tendances au compromis en matière intellectuelle ». Quant à la période qui nous intéresse ici, entre 1870 et 1914, Sadler la caractérise, en l'élargissant de 1800 à 1908⁵⁹, par un double développement, celui « de l'autorité centrale » et celui, compensatoire, « de l'autorité locale ». Côté centralisateur, il rappelle une série d'*Acts* et de *Bills* destinés à en préciser l'application, avant de conclure : « les éléments hétérogènes de la vie anglaise et la complexité des forces qui se font contrepoids dans la politique paraissent devoir empêcher la constitution de toute organisation qui réserverait à l'État le monopole d'un contrôle exclusif étendu à tous les degrés de l'éducation ». Côté décentralisateur, il conclut que « malgré ses imperfections, ce système a, jusqu'à présent, fait beaucoup plus de bien que de mal ». Tout au long de ces pages, les mots de la laïcité moderne ne sont guère présents, même si les débats qu'elle a soulevés en Angleterre ont été parfois vifs, l'*Act* de 1902 ayant, par exemple, « suscité de violentes protestations de la part de ceux qui n'admettent pas que le produit des taxes locales puisse être affecté à entretenir des écoles confessionnelles » (71b).

L'entrée **Écosse**, signée G. W. Alexander⁶⁰, n'est guère plus explicitement laïque. On y lit que « le vote de l'*Education Act* de 1872⁶¹ [...] peut être regardé comme le commencement de l'ère actuelle » (522b). Pour ce qui est du primaire, « les écoles aidées par l'État peuvent être divisées en trois classes », différenciées par leur administration, leurs ressources (publiques ou privées) et

⁵⁷ Alors professeur à l'université de Manchester.

⁵⁸ En français, on parle généralement de *Réforme*.

⁵⁹ Date de la rédaction de l'article.

⁶⁰ *Clerk of the Edinburgh School Board*.

⁶¹ Homologue de l'*Act* anglais de 1870.

« l'enseignement religieux ». Dans les écoles publiques, cet enseignement est laissé « à la discrétion du *School Board* » et est « par conséquent en général conforme à l'opinion de la majorité des habitants » ; dans les privées dénominationnelles, « l'instruction religieuse est celle de la dénomination à laquelle l'école se rattache » ; et dans les non-dénominationnelles, « elle est à la discrétion des administrateurs, à moins que le caractère n'en ait été prescrit par le fondateur » (*ibid.*). En Écosse donc, tout comme en Angleterre, « l'autorité locale » l'emporte sur « l'autorité centrale », et l'on est loin d'y être laïque, au sens que prendra plus tard ce mot en France.

Et il en va à peu près de même au Pays de Galles et en Irlande. L'entrée **Galles**, signée Professor Foster Watson⁶², souligne d'abord « l'esprit national de l'éducation » galloise, esprit « tout pénétré de ferveur et d'imaginations celtiques » (voir 707b-709a). Dans l'enseignement primaire, on distingue « les écoles entretenues (*provided*) par les autorités de comté » des « écoles non-entretenuées (*non-provided*) », créées « par l'initiative volontaire de l'Église établie [anglicane] et par celle des catholiques romains ». Lesquelles reçoivent toutefois « un subside (*grant*) » du gouvernement mais « aucun argent des taxes locales » (709b). Rien n'est dit de l'éducation religieuse dans les premières, en principe ouvertes à tous. En revanche, l'entrée **Irlande**, signée E. P. Culverwell⁶³, y est plus attentive. Il souligne d'emblée que « la difficulté religieuse est beaucoup plus sérieuse en Irlande qu'en Angleterre » : la hiérarchie catholique prétend « à une domination absolue sur ses fidèles », et ceux-ci, considérant « cette prétention comme légitime », refusent que leurs enfants fréquentent une école non approuvée par cette Église. Dans les écoles reconnues par l'État (les *vested schools*), l'administrateur (*manager*) de l'école « doit permettre que l'instruction religieuse soit donnée à des élèves appartenant à une autre dénomination que la sienne » ; dans celles qui ne le sont pas (*non-vested schools*), il peut « n'admettre d'autre instruction religieuse que celle de sa dénomination » (869b). Et Culverwell de commenter : « curieuse combinaison de centralisation et de décentralisation de

⁶² *University College of Wales, Aberystwyth.*

⁶³ *Professor of Education, Dublin University.*

l'autorité » qui aboutit, dans les *vested schools* à ce que « l'administrateur ecclésiastique s'assure, en la personne de l'instituteur [qui est souvent un religieux dépendant de lui], une sorte de curé laïque payé par l'État, qui donne une instruction religieuse régulière pendant les heures d'école » (869b). Ce qui fait que, « dans la pratique, on se trouve avoir obtenu un résultat précisément contraire à l'objet primitif qu'on s'était proposé », à savoir « “offrir aux enfants de toutes les confessions une instruction littéraire et morale donnée en commun, et une instruction religieuse donnée séparément”⁶⁴ » (870a).

2.3. Des mots et des choses de la laïcité en Allemagne et Italie

Confrontons brièvement le lexique castillan à son correspondant dans une autre langue romane, l'italien, et celui de l'anglais, à celui d'une autre langue germanique, l'allemand.

Italie : une laïcité moderne introduite « par prétérition »

Bornons-nous à un seul dictionnaire bilingue couplant français et italien⁶⁵. Le lexique italien de la laïcité moderne semble plus proche de son équivalent français que du castillan. *Laique* (adj. et n.) s'y traduit par *laico* ou *secolare*, et l'ensemble de leurs dérivés semblent coïncider, formes et sens, avec ceux du français, à l'exception de *laicale*, signifiant *ridurre allo stato laicale*. Et pourtant la laïcité moderne s'est instituée en Italie par d'autres voies qu'en France. Dans sa première édition, le Dictionnaire de Buisson (entrée **Confessionnelles**, 475b) signale que, pour ce qui est du primaire, « la loi du 15 juillet 1877 a retranché du nombre des branches obligatoires le catéchisme et l'histoire sainte ». Le rédacteur ajoute que « les points obtenus dans cette branche » n'étant plus « comptés dans la somme des points nécessaires pour obtenir la promotion d'une classe à une autre », certains instituteurs « la négligent ». Ce que confirme, dans l'édition de 1911, l'entrée **Italie** (873a-884b,

⁶⁴ Citation de l'Act de 1872.

⁶⁵ *Dictionnaire général français-italien / italien-français*, par Cl. Margueron & G. Folena, Paris, Larousse, [1994] 2003.

signée A. Stoppoloni⁶⁶, qui consacre près d'une colonne (876b) à la *Laïcité* (sous-titre du passage). Il y souligne d'emblée que « l'école primaire italienne n'est laïque ni par le caractère du personnel enseignant, ni par celui du programme d'études ». La loi de 1877 a certes remplacé, *en se bornant à ne pas en parler*, le catéchisme et l'histoire sainte par « un enseignement nouveau, celui des devoirs de l'homme et du citoyen », ce qui fit qu'elle sembla abolir « par prétérition » l'enseignement de la religion. Il s'en est suivi que, ainsi tacitement autorisées, « plusieurs villes ont rayé du programme de leurs écoles primaires l'enseignement religieux », alors que beaucoup l'ont maintenu, le gouvernement laissant faire. Ne pas s'opposer frontalement à l'Église catholique tout en favorisant, sans le dire, une certaine laïcité moderne semble avoir été la voie italienne.

La laïcité moderne dans le *Deutsches Kaiserreich*

Le lexique allemand de la laïcité, à l'opposé de l'anglais, n'est que marginalement d'origine latine⁶⁷. *Laicus* y est certes à l'origine de *laie* (lai, novice, profane), *laien* (*laien priester* : prêtre séculier), *laienschaft* (en profane, novice) ; et *saecularis*, à l'origine de *säkularisation* (« sécularisation ») et *säkularisieren* (« séculariser ») ; mais l'adjectif *séculier* y a pour équivalent un mot d'origine germanique *weltlich* (« du monde, mondain »), lequel se retrouve dans *verweltlichen* (laïciser), *verweltlichung* (sécularisation, laïcisation) ou *weltlicher Charakter* (laïcité). Ce lexique reste donc majoritairement lié à la laïcité ancienne, et pour parler de la laïcité moderne l'allemand recourt à d'autres moyens (de type périphrastique : *religiöse Neutralität*, *Konfessionsloser* ; ou à des emprunts : *Laicismus*⁶⁸). Ce qui n'a pas empêché l'Allemagne

⁶⁶ Provéditeur (*sic*) des études de la province d'Ancône.

⁶⁷ Nous nous appuyons essentiellement sur deux bilingues Larousse, le *Français-allemand / deutsch-französisch* de J. Clédière et D. Rocher (Paris, 1976) et le *Dictionnaire général français-allemand / allemand-français* de P. Grappin (Paris, 1999). Nous remercions Bernard Couthures, universitaire agrégé d'allemand, de l'aide qu'il nous a apportée pour l'allemand.

⁶⁸ Absent de nos bilingues, il est présent dans le *Duden* (Mannheim : Duden Verlag, 1966) qui le glose, dans son vol. 5 (« dictionnaire des mots d'origine étrangère ») : « libérer la sphère publique de son lien religieux, notamment depuis la Révolution française ».

de Bismarck d'instituer dans ses multiples États diverses formes de laïcité moderne, chaque État légiférant, selon son statut dans le *Deutsches Kaiserreich*, plus ou moins à sa manière.

La première édition du Dictionnaire de Buisson (entrée **Confessionnelles**) en résume, pour une douzaine de ces États, les lois qui, entre 1865 et 1875, y instituent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit. Plus encore qu'au Royaume-Uni, ces lois frappent par leur diversité : à Hambourg ou dans les duchés de Saxe-Gotha et de Saxe-Weimar, « il n'existe pas d'écoles confessionnelles, à moins qu'elles n'aient un caractère privé » (474a) ; en Bavière, « les écoles populaires publiques peuvent être soit confessionnelles soit mixtes [...] quant au culte » (473b) ; dans le duché d'Anhalt, « les écoles confessionnelles [...] qui n'appartiennent pas à l'Église du pays sont rangées au nombre des écoles privées » (473a) ; etc.

Dans l'édition de 1911, on trouve un long article **Allemagne** (32a-48b), signé W. Rein⁶⁹, divisé en trois parties intitulées : « résumé historique », « examen critique des résultats du développement historique » et « partie systématique »⁷⁰. Pour les écoles « primaires et moyennes de garçons et de filles », la première matière à enseigner y reste la « religion », « avec exercice de mémoire⁷¹ pour la Bavière », à raison, dans le primaire, de quatre heures (en Prusse) à six (en Bavière) par semaine, réduites à trois ou deux selon les classes dans les écoles moyennes. Seul l'allemand (qui inclut l'enseignement de la lecture et de l'écriture) dispose d'un horaire plus élevé, plus d'une dizaine d'heures hebdomadaires⁷². Dans sa partie « examen critique », cet article consacre deux colonnes à « L'Église, l'État et l'École » (41a-42a), où Rein, après avoir noté que « les écoles, avec tout ce qui concernait l'instruction publique, revinrent naturellement

⁶⁹ Professeur de l'Université de Iéna.

⁷⁰ Incluant de nombreux tableaux relatifs aux « plans d'études » de quelques États et à leur horaire d'enseignement par matière.

⁷¹ Il s'agit de l'apprentissage par cœur du catéchisme.

⁷² Il s'agit de la variété cultivée de l'allemand, ce qu'on appelle le *Hochsprache* (« langue supérieure ») ou le *Hochdeutsch*, (« allemand supérieur »), très différent parfois des dialectes parlés nativement.

à l'État », constate que celui-ci continue néanmoins à utiliser « l'Église comme une autorité d'inspection dont les services ne sont pas coûteux », et que là où il « a cherché, comme dans la Marche orientale (Pologne prussienne), à réaliser par l'école une œuvre de germanisation, ses intentions ont été paralysées, sous ses propres yeux, par la résistance de l'Église [catholique] ». Il conclut cette partie par cette mise en garde :

Il est, tout particulièrement, un point fondamental à l'égard duquel l'État est allé bien au-delà des bornes de sa compétence. L'écrit de W. von Humboldt sur les limites de l'action de l'État (1792)⁷³ n'a malheureusement pas assez pris en considération. Dans le chapitre VII, il montre que l'intervention de l'État en faveur de la religion, peut, il est vrai, faire accomplir aux sujets des actions conformes aux prescriptions des lois ; mais il ajoute que l'État ne saurait se contenter d'un résultat semblable [...] (Car) par dessus tout, cela qui seul peut agir vraiment sur la moralité, l'acceptation intime des vérités religieuses, demeure chose complètement inaccessible à l'État. Tout ce qui touche à la religion reste en dehors des limites de l'action gouvernementale.

Deux remarques pour clore notre seconde partie. Nous n'y avons pas mené d'investigations, comme nous l'avons fait pour la France et le français, sur les mots et les choses liés au cléricalisme et à l'anticléricalisme dans ces quatre autres pays et langues⁷⁴. Si ces notions et mouvements antagonistes n'y sont évidemment pas absents, en particulier dans les pays de tradition catholique, ils ne semblent pas y avoir joué un rôle aussi important, dans l'élaboration de leur laïcité moderne, qu'en France.

⁷³ Cet écrit (de 1791-1792), Humboldt étant alors ministre de l'éducation de Prusse, n'a été publié qu'en 1851 (à Breslau, Verlag von Eduard Trewendt), quinze ans après sa mort, sous le titre : *Ideen zu einem Versuch, die Gränzen der Wirksamkeit des Staats zu bestimmen*. En exergue, une citation de « Mirabeau l'aîné » : « Le difficile est de ne promulguer que les lois nécessaires [...] de se mettre en garde contre la fureur de gouverner, la plus funeste maladie des gouvernements modernes ».

⁷⁴ Nous avons déjà signalé qu'il n'en est pas question dans le Dictionnaire de Buisson, et nous ne savons pas s'il existe, pour ces langues et pays, des ouvrages comparables à celui de René Rémond pour la France.

Émile Poulat avance que *laïque* et *laïcité* sont « intraduisibles hors des langues latines », l'anglais préférant *secular* qui relèverait d'une « catégorie plus générale » (*EU*, entrée **Laïcité**, 257-262). Et c'est un raisonnement voisin que suit Alain Rey, dans un encart de son *DCLF* 2005 (entrée **Laïcité**, 2309-2310), écrivant que « le mot *laïcité* » est « typiquement français comme la notion politique qu'il désigne », ses équivalents dans d'autres langues n'étant « que des calques (*laicità* en italien, *laicismo* en espagnol, *Laizismus* en allemand) ou des équivalents inapplicables à d'autres sociétés (par exemple, l'anglais *secularity*) ». Ce n'est pas, à notre avis, cette supposée « intraduisibilité » qui fait que l'anglais ou l'allemand n'ont pas de stricts équivalents à *laïque* et *laïcité*, mais que ces langues non-latines parlent d'une laïcité moderne différente de celle de France, d'Espagne ou d'Italie, d'une laïcité davantage, si l'on peut dire, protestante que catholique. Et si le mot *laïcité* est « typiquement français », il n'en reste pas moins que les principaux États de l'Ouest de l'Europe ont mis en place, peu avant ou peu après la France, des sortes de laïcités qui pour ne pas être à la française n'en sont pas moins réelles. Ce que résume bien – renvoyant à son ouvrage sur *Les laïcités dans le monde* (2009) – J. Baubérot (2010, 3, n. 1) : « Il existe d'autres formes de laïcité que la laïcité à la française, que le terme soit ou non employé ».

3. La laïcité moderne, nécessité ou vertu républicaine française

Dans cette dernière partie, qui est aussi notre conclusion, quatre points seront succinctement abordés.

3.1. Laïcités pragmatiques ou « laïcité républicaine française »

Dans l'introduction de l'entrée **Confessionnelles**⁷⁵ de la première édition du Dictionnaire de Buisson (1887, 473a), non reprise dans l'édition de 1911, la laïcité moderne est présentée comme une sorte de nécessité, celle que les États-nations de l'Europe de l'Ouest ont affrontée quand tous leurs ressortissants ne relevèrent plus d'une seule religion, quand l'adage *cujus regio, cujus*

⁷⁵ Rappelons que cette entrée n'existe pas dans l'édition de 1911.

*religio*⁷⁶, devint difficilement applicable en matière d'éducation (nous soulignons) :

Historiquement, l'école a été dans tous les pays, la fille de l'Église. [...] Mais l'unité religieuse du moyen-âge a fait place, dans la plupart des États modernes, à la diversité des croyances ; et il en est résulté d'ordinaire la nécessité, pour les États dont la population se trouve aujourd'hui appartenir à plusieurs cultes ou à plusieurs confessions distinctes, de rendre l'école publique accessible à tous en lui donnant, au point de vue religieux, un caractère de neutralité.

Et nous avons vu (en 1.4) que l'article **Neutralité** de cette édition reprend exactement la même idée. Ce qui conforte notre sentiment que ces deux articles sont du même auteur, James Guillaume.

Il distingue, à l'entrée **Confessionnelles**, les quatre solutions que ces États ont apportées à la « diversité des croyances » chez les enfants. Certains, dont la France d'après la loi Ferry de 1882, ont opté pour ce « caractère de neutralité ». Certains, dont la France du Concordat napoléonien⁷⁷, ont préféré « la solution qui consiste à accorder à chacun des cultes reconnus des écoles spéciales, en leur assurant à toutes le concours financier de l'État et des communes ». D'autres ont préféré « un mélange des deux systèmes, en rendant facultative l'érection d'écoles neutres, et en stipulant que l'école publique, si elle conserve le caractère confessionnel, doit néanmoins être ouverte aux adhérents des différents cultes ». Enfin, « un petit nombre de pays s'en tiennent encore au système primitif, et les écoles publiques, placées sous la surveillance immédiate de l'Église officielle, y ont gardé un caractère strictement et exclusivement confessionnel ».

⁷⁶ Avant même donc d'être ainsi formulé au tout début du XVII^e siècle.

⁷⁷ Napoléon a mis fin à la séparation de l'Église et de l'État, décrétée par la République en 1794, par un concordat avec Rome en 1801, suivi, en 1802, du système des « cultes reconnus » : catholique, protestant, israélite.

La Hollande, la Suisse, l'Autriche, l'Italie, l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, la Russie (« pour les écoles du ministère »), la Belgique (du moins un projet de loi de janvier 1873 va dans ce sens), les États-Unis et le Canada sont, d'après le rédacteur de l'article, des adeptes de l'école publique « neutre » ou non confessionnelle. Certains États allemands (Wurtemberg, Prusse, Bavière, duché de Bade) préfèrent « ouvrir l'école publique confessionnelle à tous les enfants sans distinction de cultes ». L'Espagne, le Portugal, la Grèce, le Danemark, la Suède et la Norvège, ainsi que certains « petits pays d'Allemagne », s'en tiennent au « système primitif », celui « où l'école publique confessionnelle est entièrement sous la dépendance de l'Église ». Mais le rédacteur prend la précaution d'ajouter que cette classification « n'est pas absolument rigoureuse », que des « restrictions de détail », variables d'un pays à l'autre, viennent en modifier sensiblement le « principe » adopté. Ce que nous avons rappelé ci-dessus, à propos du Royaume-Uni et de l'Allemagne, suffit à le montrer.

Cette conception fait de la laïcité (dont le « système primitif » est évidemment exclu) une réponse pragmatique et diversifiée à une *nécessité* alors nouvelle, réponse qui n'implique pas une « théorie de la laïcité⁷⁸ ». Il suffit de veiller à ce que les programmes scolaires ne contreviennent pas (trop) à cette neutralité, et de veiller à ce que les enseignants soient, dans leurs cours mêmes, respectueux des croyances et rituels religieux autres que les leurs, c'est-à-dire aussi relativement « neutres ». Laïcité donc pragmatique, praticable dans une école publique, non confessionnelle ou confessionnelle, aussi bien que dans une école privée, confessionnelle⁷⁹ ou non. La France de Jules Ferry n'a pas fait sienne, pour les raisons historiques et culturelles évoquées en 1, cette laïcité pragmatique ; elle lui a préféré

⁷⁸ L'expression apparaît au début de l'entrée **Neutralité**.

⁷⁹ Les écoles qu'avaient ouvertes différentes congrégations religieuses catholiques de France dans l'Empire ottoman dès le milieu du XIX^e siècle étaient ouvertes non seulement à des enfants chrétiens, mais aussi à des enfants musulmans et juifs. Le prosélytisme chrétien y était étroitement surveillé, les parents non chrétiens pouvant à tout moment en retirer leurs enfants, et ces écoles confessionnelles y étaient donc, au moins par nécessité, relativement « neutres ».

une laïcité militante, inspirée de cette « religion civile » à laquelle aspirait Rousseau, et que Robespierre tenta d'instituer dans son rapport du 18 floréal An II (7 mai 1794) sur « les principes de morale politique qui doivent guider la Convention ». Une laïcité destinée à parachever ce que les Lumières et la Révolution n'étaient pas parvenues à instituer, et qui conduira à la Séparation des Églises et de l'État en 1905 – ce dont la majorité des États européens se sont dispensés.

3.2. Une laïcité que la France n'a pas imposée à tous ses territoires, et encore moins hors de ceux-ci

La République, pourtant « une et indivisible », n'a jamais imposé sa laïcité à l'ensemble de ses territoires. On signale souvent que les « lois laïques » ne sont pas appliquées en Alsace et en Moselle, allemandes entre 1870 et 1918 et de 1940 à 1945, territoires restés au régime du concordat napoléonien (par ex., Elisabeth Regnault dans *DEC* 2002, 343-348). On signale plus rarement (ce que fait Poulat dans son article de l'*EU*) que ces lois ne sont pas strictement appliquées en Guyane et à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie française. Et l'on rappelle encore moins que la République (de la III^e à la V^e du nom) n'a pas cherché à « universaliser » sa laïcité hors de ses frontières, telles que la défaite de 1870 les avaient retracées.

On cite souvent l'article 1 de la loi du 7 juillet 1904 (loi interdisant l'enseignement à toutes les congrégations, autorisées ou non) ; on cite moins son article 2 (nous soulignons) : « les noviciats des congrégations exclusivement enseignantes seront dissous de plein droit, *à l'exception de ceux qui sont destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et dans les pays de protectorat* » (entrée **Frères** du *NDP*, 688). Et ce souci de ne pas exporter les « lois laïques » hors des frontières était, en 1904, loin d'être nouveau⁸⁰.

⁸⁰ Le 4 mai 1877, soit vingt-sept ans auparavant, Léon Gambetta reprenait, dans la péroraison d'un discours tenu devant la Chambre des députés, une formule restée célèbre : « Et je ne fais que traduire les sentiments intimes du

3.3. La laïcité, une exception française ?

L'expression reprend le titre (sans point d'interrogation) d'une intervention de Régis Debray (1990) à un colloque qui s'est tenu en 1989 pour le centenaire de la Révolution française. Le chapeau introductif des deux articles (signés J. Baubérot & É. Poulat) constitutifs de l'entrée **Laïcité** de l'*EU* y fait allusion :

À l'époque où l'anglais est devenu la langue internationale, un terme français résiste à toute anglicisation, c'est celui de "laïcité". Certains en tirent argument pour affirmer que la laïcité est une "exception française". Peut-être est-il plus exact d'écrire que la laïcité est une "invention française" ignorée par certains pays, plus ou moins acclimatée dans d'autres.

Pour Poulat, « cette exception, réelle, n'est pourtant que relative » (*EU*, 2002, 260), et J. Baubérot (2007) a fait, dans un article de la revue *Cosmopolitiques*⁸¹, une solide critique de cette prétendue « exception française ».

La laïcité à la française n'est ni une « exception » ni « une invention » typiquement française. Les deux éditions du Dictionnaire de Buisson attestent suffisamment de l'intérêt que ses promoteurs portaient à ce qui se passait alors hors de France. Les articles cités ci-dessus suffisent à l'attester. Mais l'élaboration de la loi du 8 décembre 1905, celle de cette fameuse Séparation des Églises et de l'État qui singularise la France par rapport à d'autres grands États européens, en est une autre illustration. Ses articles 4 et 19, d'apparence anodine à première lecture⁸², ont donné lieu, à la Chambre des députés, à de violents débats. Leur rédaction doit

peuple de France en disant du cléricalisme ce qu'en disait un jour mon ami Peyrat : « Le cléricalisme ? Voilà l'ennemi ! » (cité dans Rémond, 1999, 185). Ce qui lui valut non seulement des « acclamations et applaudissements prolongés à gauche et au centre » mais aussi « les félicitations d'un très grand nombre de ses collègues » (*ibid.*). On prête à Gambetta une autre formule tout aussi célèbre, celle qu'il aurait répliquée peu après, dans les couloirs de la Chambre, à un partisan d'universaliser cet anticléricalisme : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation ».

⁸¹ Consultable en ligne.

⁸² Il y est question des « biens mobiliers et immobiliers » des « établissements publics du culte », et des « associations » qui les gèreront désormais.

beaucoup à Francis de Pressensé⁸³ qui, en examinant les législations de divers États américains et celle de l'Église libre de l'Écosse, a contribué à leur formulation (cf. Maurice Larkin, 2004, 188-191). À ce propos, Baubérot (2007) cite le rapport d'Aristide Briand préparatoire à cette loi, rapport qui s'appuie, tout comme le Dictionnaire de Buisson, sur des enquêtes portant sur les pays étrangers⁸⁴. Il y revient dans son *Histoire de la laïcité en France* (2010, 76), voyant là (nous soulignons) un « *paradoxe* significatif : la laïcité a pu s'établir en France grâce à un emprunt, le transfert d'un élément de la culture politique anglo-saxonne nuançant le modèle républicain ». Mais en quoi ce « paradoxe » peut-il être dit « significatif » ? L'est-il plus que le « paradoxal » par lequel A. Rey (voir ci-dessus) qualifie l'expression *saint laïque* utilisée par Pasteur à propos de Littré ? Il ne l'est que rétrospectivement, par rapport à une certaine idée actuelle de la laïcité, par rapport à ce que Baubérot lui-même considère comme (*ibid.*, 17) « un impensé français, une sorte de religion sécularisée qui entretient des liens de proximité et de distance avec le processus de laïcisation ».

3.4. Enseigner le « fait religieux » ?

Une insuffisance de l'éducation laïque, du moins ressentie comme telle par nombre de ceux qui ont été formés en son sein, est d'avoir oublié ce que l'auteur de l'entrée **Prière**, non signée mais sans aucun doute de Buisson lui-même, écrivait dans la première édition de son Dictionnaire (2432b, nous soulignons) : « Certaines parties essentielles de l'éducation n'entrent pas dans le cadre de la vie scolaire, et ce serait un malheur qu'elles disparaissent de la vie humaine. Il en est ainsi, à notre avis, principalement de *la culture religieuse* ». Une partie de ceux qui ont été privés, par leur éducation familiale et scolaire, de la culture religieuse dont émanent de nombreux chefs d'œuvre européens (picturaux, architecturaux,

⁸³ Pressensé (1853-1914) participe au premier numéro de *L'Humanité* de Jean Jaurès (18 avril 1904) et est alors président de la Ligue des Droits de l'homme.

⁸⁴ Récemment republié : *Le rapport Briand*. Rapport fait au nom de la Commission relative à la Séparation des Églises et l'État. Avant propos de J.-L. Debré. Paris, Assemblée nationale, 2005.

musicaux, littéraires...), anciens ou plus récents, regrettent parfois de ne pas y avoir été familiarisés, ayant quelque difficulté à accéder, y compris intellectuellement, à ce qui a inspiré originellement ces chefs d'œuvre. Ceux-ci s'en trouvent *désaffectés*⁸⁵, c'est-à-dire dépouillés, selon un sens ancien (fin du XVII^e siècle) de *désaffection*, des affects, des émotions qui leur donnaient sens. On s'efforce, actuellement en France, de compenser cette perte de culture religieuse par l'enseignement de ce qu'on nomme « le fait religieux ». Ce qui est une façon de laïciser ou de neutraliser cette culture, de la réduire à une *instruction* coupée des affects sans lesquels il n'est pas de religion vécue. Ne risque-t-on pas en la réduisant ainsi à des savoirs, en la *désaffectant*, de la priver des émotions sans lesquelles il n'est pas d'intelligence sensible ?

Références bibliographiques

Abréviations, par ordre alphabétique de ces abréviations, des dictionnaires et/ou encyclopédies français cités dans le texte (hors ceux référencés dans les notes en bas de page).

[DFC] *Dictionnaire de la foi chrétienne*, Tome 1, *Les mots*, publié sous la dir. de O. de La Brosse, A.-M. Henry, Ph. Rouillard. Paris, Les Éditions du Cerf, 1968.

[DEC] *Dictionnaire d'éducation comparée*, dirigé par D. Groux. Paris, L'Harmattan, 2002.

[DHLF] *Dictionnaire historique de la langue française*, sous la dir. de A. Rey. Paris, Dictionnaires Le Robert, 1992.

[DP] *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, publié sous la dir. de F. Buisson [...]. Deux parties en cinq volumes et deux suppléments (1882-1893). Nous en citons la « Première partie », tome premier (1887 : 1-1308) ; tome second (1888 : 1309-3005) ; *Supplément* (3007-3092). Paris, Libr. Hachette & Cie.

[EU] *Encyclopædia Universalis*. Corpus 13. Paris, Encyclopædia Universalis, 2002.

[GLU] *Grand Larousse Universel* [GLU]. Paris, Éditions Larousse, 1995.

⁸⁵ Comme on dit en français (depuis la fin du XIX^e siècle seulement) d'une église qui n'est plus affectée au culte, le castillan et l'anglais préférant alors parler d'une église « sécularisée » (de *secularizar* et *secularize*).

- [Littré] *Dictionnaire de la langue française* de É. Littré. Paris, Libr. Hachette, (1863-1872, 1^{re} éd.) et (1873-1877, 2^e éd.).
- [Littré, *Supplément*] *Dictionnaire de la langue française* par É. Littré. *Supplément*. Renfermant un grand nombre de termes [...] et de néologismes de tous genres appuyés d'exemples [...]. Paris, Libr. Hachette et Cie, 1886.
- [Littré, *Abrégé*] *Dictionnaire de la langue française*. Abrégé du Dictionnaire de É. Littré par A Beaujan. Paris, Libr. Hachette, 1874, 1900, 1932.
- [NPD] *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, publié sous la dir. de F. Buisson [...]. Paris, Libr. Hachette & Cie., 1911.
- [NPR] *Le Nouveau Petit Robert* [...], sous la dir. de J. Rey-Debove et A. Rey. Paris, Dictionnaires Le Robert, 2003.
- [TLFI] *Trésor de la Langue Française Informatisé*, consultable en ligne.

Articles et ouvrages cités

- BAUBEROT, J., La représentation de la laïcité comme “exception française”, *Cosmopolitiques*, **16**, 2007, 119-132.
- BAUBEROT, J., *Les laïcités dans le monde*, Paris, PUF, 2009 (2^e éd.).
- BAUBEROT, J., *Histoire de la laïcité en France*, Paris, PUF, 2010 (5^e « édition refondue »).
- BAUBEROT, J., MATHIEU, S., *Religion, modernité et culture au Royaume-Uni et en France*, Paris, Seuil, 2002.
- CABANEL, P., *Les mots de la laïcité*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2004.
- CURTIUS, E.-R., *Essai sur la France* (Trad. de J. Benoist-Méchin), Paris, Éditions de l'Aube, 1990 [1930].
- DEBRAY, R., La laïcité, une exception française, in *Genèse et enjeux de la laïcité*, Genève, Labor et Fides, 1990, 119-208, 217-224.
- ELIAS, N., *La civilisation de mœurs* (Trad. de P. Kamnitzer), Paris, Calmann-Lévy, 1973 [1939].
- LARKIN, M., *L'Église et l'État en France, 1905 : la crise de la Séparation* (Traduit par Suzanne Le Foll), Toulouse, Privat, 2004 [1974, éd. originale en anglais].
- REMOND, R., *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1999 (éd. revue et augmentée) [1976].
- PEILLON, V., *Une religion pour la République. La foi laïque de Ferdinand Buisson*, Paris, Seuil, 2010.
- VEYNE, P., *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Paris, Albin Michel, 2007.